

Les ennemis de
la LIBERTÉ
n'ont pas droit à
la LIBERTÉ!

LE JOUR

INDÉPENDANT POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

25 avril 1942

Aussi longtemps
que les choses iront
systématiquement
mal, je continuerai
systématiquement
à dire qu'elles ne
vont pas bien —

Henri ROCHEFORT

Directeur-Fondateur: Jean-Charles Harvey

Administration et rédaction, 180 est, rue Sainte-Catherine (suite 44), Montréal
Case postale 20, Station "N" — Tél. *PLateau 8471

Rédacteur en chef: Emile-Charles Hamel

SUPPRIMEZ LE "DEVOIR"

Un très grand nombre de Canadiens ont demandé, depuis le début de la présente guerre, la suppression du journal colonnard appelé *Le Devoir*. Aucun organe d'opinion de ce genre, en aucun pays engagé dans un grand conflit comme celui-ci, n'aurait permis la publication d'une feuille de démoralisation et de décomposition nationales. On sait peut-être que le Service des Postes, aux États-Unis, vient de bannir la revue du fasciste Père Coughlin. Cette revue n'était pourtant pas plus pernicieuse que la feuille de M. Pelletier.

Le Devoir a violé presque quotidiennement l'esprit de la loi de la Défense du Canada. Il a semé à foison, chez ses douze mille lecteurs — la plupart jeunes collégiens, étudiants, curés, professeurs ecclésiastiques, conventuels et petits bourgeois — des ferments de haine, de déloyauté, de lâcheté. Tout ce qui pouvait être utile à notre effort de guerre, il l'a combattu ferme. Il suffisait qu'une initiative fût de nature à stimuler le patriotisme de nos gens pour que tout de suite il se mit à la dénigrer.

Nous savons que le bureau de censure a fait son possible pour amener la disparition du *Devoir*. L'autorité compétente n'a pas osé encore prendre des procédures, sous prétexte que l'on n'était pas très sûr du sens et de la portée de la loi en temps de guerre. Et par pur scrupule légal — car la déformation légale est terrible — on a laissé gangrener une partie importante de notre jeunesse, cette jeunesse à laquelle certains maîtres refusent la vérité.

De guerre lasse, on a proposé qu'un censeur éclairé et judicieux fût établi à demeure dans les bureaux de ce journal, afin de l'épurer quotidiennement de sa pestilence. On n'a pas même osé se rendre à ce compromis salulaire.

Pour n'avoir pas voulu agir à temps, vous verrez que le gouvernement, un de ces jours, sera forcé d'user de moyens de répression plus regrettables et plus désagréables.

Depuis que la campagne dite anticonscriptionniste est commencée, la propagande qui remplit les pages du *Devoir* serait signée à deux mains par M. Goebbels lui-même. Déjà, l'effet de cette littérature sordide s'est fait sentir dans notre effort militaire. On sait qu'une foule de recrues pour le service même de la Défense territoriale ne se sont pas présentées. La raison profonde de ces abstentions, c'est que des journaux et des hommes publics ont tout fait pour encourager les gens à la résistance. En créant la confusion des idées, on compromet gravement la défense. Et cela est l'équivalent d'une trahison.

Le Devoir n'a rien fait, absolument rien, pour appuyer l'élan canadien vers la défense, vers le sacrifice, vers la victoire nécessaire à nos libertés. Il a insinué partout le venin qui démoralise.

Voici un numéro pris au hasard. C'est celui de lundi, 22 avril, 20 avril. Toutes les pages sont consacrées aux tire-auf-lanc, toutes sont des appels indirects à la déloyauté. Voici quelques titres et sous-titres de la première page:

Grandes assemblées anticonscriptionnistes dans le Québec.

Le gouvernement continue, pour appuyer sa thèse (des "Oui") à se servir de l'argent de tout le monde.

Il (Laval) se brûlera vite, étant incapable de tenir ses engagements envers Hitler.

Grande assemblée populaire sous les auspices de la Défense du Canada.

Voici maintenant le principal titre et les principaux sous-titres de la dernière page:

L'Assemblée (anticonscriptionniste) de Saint-Eustache.

M. Liguori Lacombe conseille aux ruraux de voter non. — Comme les héros de 1837, sachons défendre nos droits. — "Prévenir une seconde déportation des Acadiens", dit un orateur. — King et ses tuteurs en laisse.

En deuxième page, on nous apprend que M. Jean-François Pouliot, à Lachine, demande aux électeurs de voter "Non". On y trouve aussi un compte rendu de l'assemblée de Lorette où deux membres du clergé, les curés Martel et Caron, ont fait acte de présence sympathique. On déclare que M. l'abbé Caron a "demandé aux personnes présentes de voter "Non" au plébiscite. Il faut, dit-il, que les jeunes gens et les hommes mariés du Canada restent au pays". (Très édifiant, n'est-ce pas?) Trois autres phénomènes parlèrent à cette même assemblée: MM. Oscar Drouin, Wilfrid Lacroix, Jacques Dumoulin.

Titres pris au hasard dans la troisième page:

M. René Chaloult dans Sainte-Marie.

Assemblée turbulente à Val-d'Or... Des orateurs parlant en faveur du "Oui" ont peine à se faire entendre... Des étrangers (sic) assaillent des partisans des "Non".

M. Lacombe demain soir à Sainte-Thérèse.

Assemblée contre la conscription dans les centres miniers.

Quatrième page:

Ceux qui conseillent de voter "Oui" payeront-ils l'impôt du sang? Protégeons les jeunes gens.

Ces paroles sont du colonnard reconnu, collaborateur de l'axe, M. Georges Pelletier, directeur du *Devoir*.

Toute cette page est consacrée à la pénible et ennuyeuse élucubration de ce journaliste félon, qui s'efforce de démontrer que la trahison est un devoir du citoyen.

La page 5 est heureusement consacrée aux choses féminines. La page 6 n'a rien d'intéressant: elle est neutre.

La page 7 ne contient que de la littérature pour les "Non". Elle rapporte surtout l'assemblée de MM. Maxime Raymond et René Chaloult, professeurs de lâcheté nationale, à Saint-Hyacinthe.

Donc, sur les huit pages du "Devoir" de lundi, six sont consacrées en tout ou en partie à la propagande la plus déprimante contre notre effort de guerre.

Je ne saurais citer, ici, certains textes de ce numéro du *Devoir* sans avoir l'impression de salir la feuille sur laquelle je trace ces lignes. Et je demande pardon à mes lecteurs d'être dans la pénible obligation de lui servir ici, par les citations qui précèdent, des choses nauséabondes.

Presque quotidiennement depuis le début de cette guerre, le *Devoir* accomplit sa criminelle besogne. L'autorité a eu la faiblesse de ne jamais sévir.

C'est pourquoi nous protestons avec la dernière énergie. Le Canada dépense des milliards pour gagner la guerre et sauver nos libertés. Un demi-million de jeunes Canadiens seront bientôt en plein combat, alors que, d'ici, des scribes les poignardent de leur stylet infame.

En même temps, les propagandistes de l'Allemagne, éparés dans toute l'Amérique, se servent de cette campagne sordide de notre colonnard no 1 pour semer la division dans notre pays.

Où bien ces trahisons quotidiennes cesseront ou bien nous commencerons à croire que la faiblesse de quelques personnes est voisine d'une complicité.

Le Devoir et son directeur, M. Georges Pelletier, sont des agents de trahison: il faut les traiter comme tels.

Paul RIVERIN

VOTEZ "OUI"!

Le plébiscite du 27 avril pose, pour les Canadiens de langue française, une question d'honneur et une question d'intérêt.

Le gouvernement King demande au peuple de le dégrader de promesses qui le lient et l'empêchent de faire la guerre totale, comme l'exigent impérieusement les circonstances.

Répondre "Non", c'est avouer que l'on ne veut pas se battre et qu'on refuse de défendre sa patrie partout où l'on peut rejoindre l'ennemi et l'abattre.

La province de Québec ne saurait répondre "Non" sans marquer un peuple entier du stigmate du déshonneur. Car il est déshonorant de faire figure de lâche et d'embusqué au moment où les vingt-six nations qui sont nos alliées, défendent au prix du sang leurs libertés et les nôtres.

Voter "Non", c'est admettre sa sordide résignation à la perte de l'indépendance nationale, renoncer à ses droits et à sa dignité d'homme libre, s'agenouiller devant les forces d'agression qui s'avancent le fouet à la main. Je le répète, c'est un déshonneur.

Tout individu qui refuse de lutter est perdu: il ne sera jamais rien qu'un esclave.

Et tout peuple qui a peur d'aller à la rencontre de l'ennemi, pour se battre, est aussi perdu: ses voisins le réduiront en esclavage. Il ne faut pas que les Canadiens de langue française, après le 27 avril prochain, aient honte de se présenter en dehors de leur province; il ne faut pas qu'ils soient montrés du doigt comme des pleutres.

Les Canadiens de langue anglaise, les Américains, les Anglais, les Hollandais, les Chinois, les Polonais, les Norvégiens, les Français de la France Libre, même les Philippinots et les Russes se battent pour nous.

C'est par l'effort, par les sacrifices inouïs de ces grandes masses humaines, toutes dressées magnifiquement, douloureusement, sanginairement et passionnément contre les puissances d'agression et d'asservissement, que nous pourrions garder, sur notre terre sacrée, les institutions démocratiques qui ont fait de nous l'un des peuples les plus heureux de l'histoire.

Si nous disons "Non", chacun de ces peuples continuera de se battre pour nous; chacun versera son sang; chacun acceptera de boire le calice dont nous aurons détourné nos lèvres.

Mais aussi chacun d'eux nous regardera avec mépris et dégoût, parce que nous aurons failli à l'honneur et que nous aurons, par notre refus de porter aide à nos propres sauveurs, renoncé d'avance à notre droit de partager les fruits de la victoire.

Nous serions alors considérés, et avec raison, comme les parias du monde, car nulle part sur le globe on n'aurait assisté à ce spectacle dégoûtant d'une nationalité dont la majorité serait dégénérée au point de refuser d'aller rencontrer l'ennemi pour le salut de son pays et de ses propres foyers.

Et tous nos défenseurs, qu'ils soient des provinces maritimes ou de l'Ontario ou de la Prairie, ou de la Côte du Pacifique, ou des États-Unis, ou de la Chine, ou de la Russie, ou des Indes orientales, ou des Philippines, ou de l'Angleterre ou de Brazzaville ou d'ailleurs, auraient le droit de nous cracher au visage. Et cela fait beaucoup d'opprobre à la fois.

Les Canadiens de langue française n'auraient pourtant pas mérité cet opprobre. Pourquoi faut-il que tant de démagogues criminels, tant

d'illuminés, tant de sectaires, tant d'exploiteurs privilégiés, tant de membres d'une caste néfaste et innommable, tant de complices de l'ennemi aient trompé ce peuple honnête au point de risquer la perte de son existence même?

N'oublions pas que les immenses déshonneurs qui s'attachent à des nations entières sont des déshonneurs séculaires, que le temps ne parvient pas toujours à effacer. Nous connaissons des races qui ne se sont jamais relevées de certains actes commis il y a des siècles.

Aucune collectivité ne peut survivre vraiment au mépris universel. Les conséquences d'un "Non", dans la province de Québec, sont telles, que je n'ose les envisager toutes. Elles me font trembler.

Il faut que la réponse soit "Oui". J'ai la ferme confiance qu'elle le sera. Chaque fois qu'une question a été bien posée à notre peuple, la réponse a été parfaite.

Si cette réponse était mauvaise, c'est que la question aurait été mal posée; c'est que les hommes chargés d'éclairer les masses auraient failli à leur mission et aurait trop longtemps laissé le champ libre aux gangsters de l'opinion et aux menteurs professionnels.

Nos compatriotes sont aptes à comprendre les terribles réalités de l'heure. Si, par malheur, ils ne les avaient pas encore comprises, c'est que l'on ne se serait pas donné la peine de s'y prendre à temps pour les faire comprendre.

Et l'on peut alors juger de la responsabilité qui repose aujourd'hui sur certaines épaules. Pour n'avoir pas détruit, d'un violent coup de balai, nos ennemis de l'intérieur, on aura risqué de livrer une nationalité entière à la haine générale.

A la question d'honneur, à laquelle sont sensibles toutes les natures droites, s'ajoute la question d'intérêt, et celle-là aussi doit être révélée dans toute sa force.

Le jour où la province de Québec, par un "Non", se mettrait en marge du pays tout entier — qui donnera certainement une immense majorité de "Oui" — ce jour-là, vous verrez quelle situation sera faite aux Canadiens de langue française.

On verra quelles places tiendront les nôtres dans les divers champs d'action en ce pays, quelles suspensions s'élèveront sur leur passage, quels refus ils rencontreront, que's affronts ils subiront.

Nous avons eu affaire à des voisins patients. Depuis des années, ils nous tendent une main qui veut être amie. De mauvais bergers nous ont conseillé de ne pas la prendre. Chaque fois qu'un des nôtres a fait vers eux un seul pas, ils en ont fait cent vers nous. Je sais ce que je dis. Certains de nos journaux les ont abreuvés d'injures: ils ont préféré ne pas riposter et rester la main tendue.

Mais la nature humaine ne saurait changer. A force de donner à quelqu'un des marques d'hostilité et d'inimitié, on finit par produire dans son cœur des blessures incurables.

Quand l'amertume que nous aurons semée chez les autres sera assez profonde, nous ne pourrions plus nous attendre, de leur part, à des traitements de faveur. Ce sera pour notre peuple un grand malheur.

Nous ne sommes pas seuls en Amérique. Et nous ne saurions vivre seuls. Le jour où nous aurions fait le vide complet autour de nous,

Suite à la page 2

Jean-Charles HARVEY

PERSPECTIVES

par Marcel H. Estienne

S'il était nécessaire d'apporter une preuve de plus du désordre et de l'incohérence qui habitent les esprits, il suffirait de parcourir l'ensemble de la presse de ces derniers jours.

Passée au premier rang de l'actualité l'accession de Pierre Laval au pouvoir a jeté le trouble dans les salles de rédaction et le lecteur, quand bien même ne lirait-il qu'un seul journal par jour, aura eu du mal à se former une opinion. Et voici un exemple typique: Sous le titre: "On demeure optimiste à Londres: les marins et les officiers français obéissent à Pétain et à Darlan, non à Laval, dit-on." sous ce titre, un journal de Montréal publie le 21 avril un article où il est dit: "Le commandement militaire et naval restant entre les mains de Pétain et de Darlan leur permettra de bloquer toute tentative trop audacieuse du nouveau chef du gouvernement de Vichy."

Ceci se passe page 9 et émane d'une grande agence d'informations de Londres.

Mais page 3, même jour, même journal, nous trouvons ce qui suit, sous le titre: "L'opinion britannique: 'Un péril... aurait menacé l'Italie, si la flotte française avait été utilisée, dans l'est de la Méditerranée contre la flotte italienne... Ces menaces, Berlin semble les avoir écartées toutes deux d'un seul coup en redonnant les pleins pouvoirs à Laval et en réduisant le Maréchal Pétain à n'être plus qu'une marionnette.'"

Comment un lecteur tant soit peu averti pourrait-il se former une opinion en lisant deux appréciations aussi contradictoires? Ajoutons à cela, toujours le même jour et du même journal: "Ottawa étudie ses relations avec Vichy"... "On étudie la question (à Ottawa) pour savoir ce que le Canada pourrait gagner et quelles fins il pourrait servir en poursuivant ses relations actuelles avec Vichy. (à conclure le premier ministre)." —

Voilà donc l'effarant désordre dans lequel depuis une bonne semaine se débat la diplomatie et la presse.

Heureusement, pour l'honneur de notre profession, d'excellents articles ont paru. Le Major Elliott, Dorothy Thompson, l'éditorialiste du "Canada", et quelques autres ont écrit dans cette affaire des choses sensées et pertinentes. Peut-être tout n'a-t-il pas été dit et nous allons tenter de mettre un peu d'ordre en cette affaire en dégageant les faits essentiels qui, à notre avis, n'ont pas été suffisamment soulignés.

En premier lieu, si la question se pose de quel avantage pourrait être, tant pour les États-Unis que pour le Canada, le maintien des relations diplomatiques avec la France de Vichy, on peut répondre que le seul avantage serait du côté de Vichy.

JEAN PERRIN (1870-1942)

Jean Perrin fut un des types d'humanité française, les plus magnifiques et les plus émouvants.

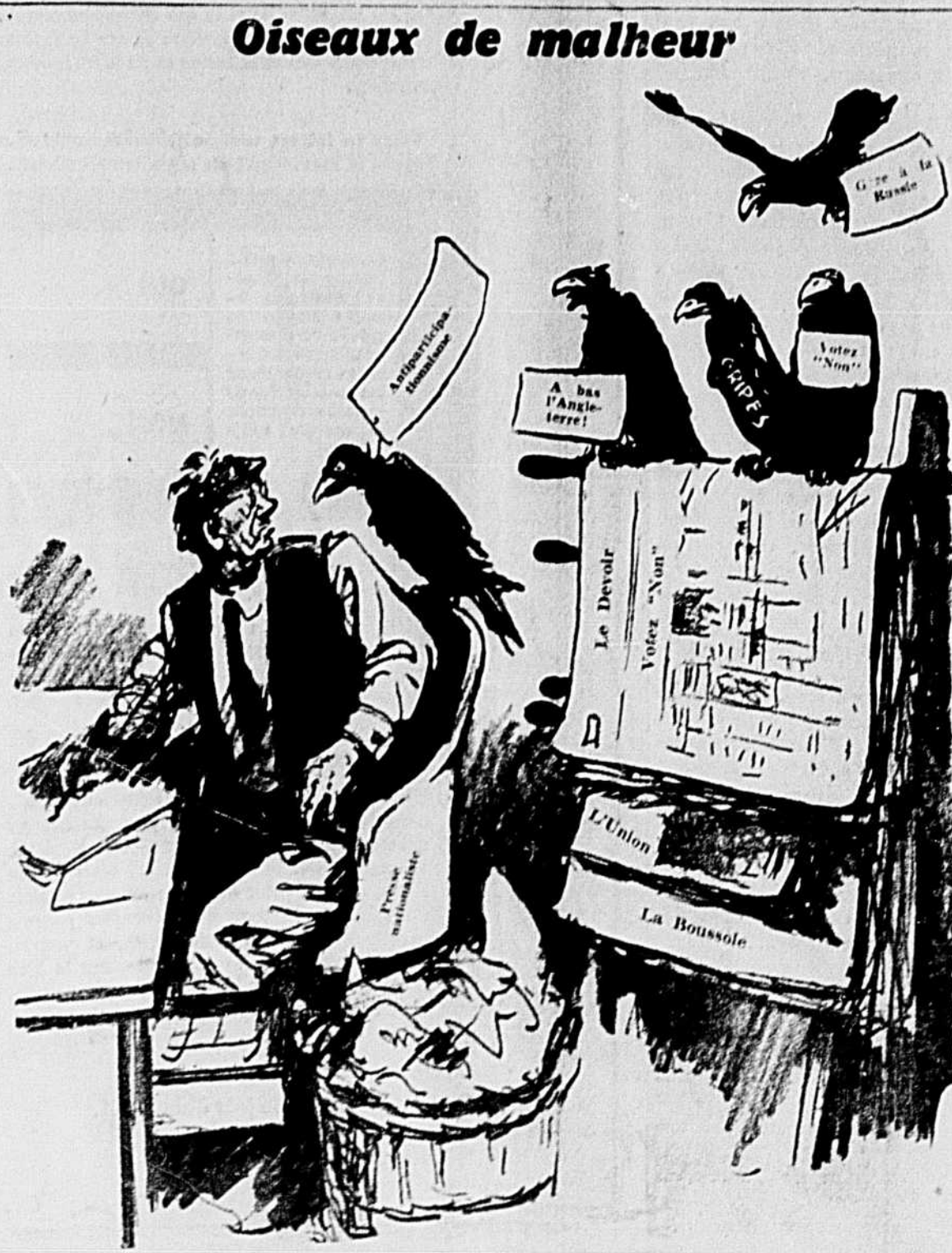
Il fut un grand savant. — Ses travaux de physique expérimentale et de physique théorique sur les Rayons X, sur les Atomes, lui assurèrent une renommée universelle, et lui valurent le prix Nobel. Créateur à la Sorbonne de l'Enseignement de la Chimie physique, il eut comme élèves, collaborateurs et amis, tous les plus brillants représentants de la grande école française de physique contemporaine: Curie, Langevin, Poincaré...

Il fut un grand Français; fils du peuple, il garda toute sa vie un contact fidèle avec la pensée démocratique des masses françaises; il consacra une activité inlassable à donner à la science française, les ressources qui lui étaient parcimonieusement dispensées, et la structure administrative nationale nécessaire à son essor. Collaborateur intime de Poincaré, dans la précédente guerre, il contribua à ce moment à la création de l'Office des Inventions, ou naquirent tant de découvertes utiles à la Défense nationale. Dans l'interstice des deux guerres, il entreprit auprès des pouvoirs politiques, une campagne pour que la Recherche Scientifique devienne un service public autonome, et il gagna cette cause le jour où Léon Blum lui confia dans son ministère le sous-secrétariat d'État à la Recherche Scientifique. Il disait souvent que "les institutions doivent être créées en hommes, avant d'être construites en pierre", et il réussit à créer un corps de savants de tout âge, débarrassés de tout souci d'enseignement, et se consacrant exclusivement à la découverte.

Il avait foi dans la science, dans le peuple et dans la démocratie. Il fut un élément des plus actifs, du Rassemblement universel pour la Paix, et toutes les causes généreuses de la Liberté, le trouvèrent à la pointe du combat.

Il meurt en exil, sans avoir vu la Libération de la Patrie. C'est un grand savant, un grand Français, un Citoyen du Monde, un esprit libre et généreux que l'humanité voit disparaître.

Henri LAUGIER



Il faut voter le 27 avril!

Un tournant de notre histoire. — C'est notre avenir qui se joue. — Votons suivant les dictées de la raison.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Le plébiscite du 27 avril marque un tournant dangereux de notre histoire. Ce jour-là, nous posons une autre pierre sur les fondations de l'édifice national, nous ferons œuvre de bâtisseurs, ou nous saurons en un tournemain tout ce que nous avons péchément érigé en trois siècles de labeur persévérant. Nous affirmerons par la maturité de notre jugement nos droits égaux à la direction des affaires nationales ou, par un geste de méfiance, par un refus catégorique de partager le fardeau de la guerre avec la majorité de nos compatriotes, nous nous mettrons nous-mêmes au ban de la Confédération. Oui, notre avenir se jouera le 27 avril. Y avons-nous pensé? Avons-nous jusqu'ici conformé notre attitude aux dictées de la raison? Il est naturel que le plébiscite, à cause de son caractère exceptionnel, suscite quelques interrogations dans les esprits. Il est normal que le sentiment, la simple impulsion domine tout le reste dans une période de crise. Nous avons jusqu'au 27 pour nous ressaisir, pour voir clair en nous-mêmes, pour peser et juger les cris des hommes qui nous invitent à voter non. Voici donc, sous forme de questionnaire, un résumé des principales raisons pour lesquelles nous devons voter OUI le jour du plébiscite.

Q. Qu'est-ce qu'un plébiscite?

R. C'est le vote direct du peuple sur une question d'intérêt général. De même que le référendum, le plébiscite est une institution éminemment démocratique.

Q. Pourquoi aurons-nous un plébiscite le 27 avril?

R. Parce que M. King désire être libéré moralement par le peuple canadien des engagements qu'il a contractés envers lui aux élections fédérales de 1940. Il s'agit, pour chacun de nous, de répondre oui ou non à la question suivante: "Consentez-vous à libérer le gouvernement de toute obligation résultant d'engagements antérieurs restreignant les méthodes de mobilisation pour le service militaire?"

Q. Quelle est la nature des engagements contractés par M. King en 1940?

R. M. King s'est engagé à ne pas déclarer le service militaire obligatoire hors de nos frontières et de nos eaux territoriales.

Q. A-t-il tenu parole?

R. Oui. Il a scrupuleusement honoré ses engagements. Seuls les volontaires ont quitté le pays pour servir à l'étranger.

Q. Pourquoi M. King désire-t-il être délié aujourd'hui par le peuple des engagements qu'il a contractés?

R. Parce que, depuis près de trois ans, le conflit s'est tendu aux quatre coins du globe et que la position du Canada s'est profondément modifiée dans la stratégie mondiale. Autrement dit, il est impossible en 1942 de gouverner un pays en guerre, voire un pays neutre, selon les règles érigées en 1940. Le chef du gouvernement doit être en mesure d'adopter librement toutes les décisions qu'il juge nécessaires à la victoire; il doit être en mesure d'agir vite, selon les circonstances, avec la certitude morale que le peuple approuve ses actes au nom du bien commun.

Q. En quoi ses engagements de 1940 empêcheraient-ils M. King de diriger notre œuvre de guerre avec efficacité?

R. Ils ne lui permettent point, par exemple, d'envoyer des troupes canadiennes aux points stratégiques situés hors de notre territoire, aux avant-postes de notre défense sur l'Atlantique et le Pacifique. Dans ces conditions, aucun gouvernement ne peut contribuer efficacement à l'œuvre de guerre des Nations Unies.

Q. M. King n'a-t-il pas le droit, sans consulter le peuple, de modifier au gré des circonstances les méthodes de mobilisation?

R. L'Action catholique de Québec, dans son numéro du vendredi 10 avril, répond fort bien à cette question en écrivant: "M. King demande le pouvoir moral (...). Il possède déjà le pouvoir légal (...). Une loi votée au cours de la première grande guerre, et qui n'a pas été abrogée, l'autorise en effet à décréter la conscription militaire pour outre-mer s'il le juge 'nécessaire à la défense du Canada'. Mais le premier ministre ne croit pas aux textes: il n'a pas la sanction du peuple. Ce qu'il nous demande, ce n'est pas un pouvoir supplémentaire; c'est le droit moral d'appliquer les pleins pouvoirs qu'il possède si les circonstances l'exigent et s'il estime hâter ainsi la victoire et servir le bien supérieur de la nation."

Q. Si nous votons oui le 27 avril, aurons-nous la conscription pour outre-mer?

R. M. King a plus d'une fois affirmé, et tout récemment encore, que la conscription militaire pour le service outre-mer ne lui semble pas dictée par les circonstances. Nos ministres dans le cabinet, MM. Cardin et St-Laurent, ont exprimé la même opinion. M. Godbout lui-même, qui s'oppose à la conscription parce qu'il ne la juge pas utile à notre œuvre de guerre, nous engage néanmoins à délier M. King de ses engagements. Non, il ne s'agit pas de voter pour ou contre la conscription, mais d'exprimer notre confiance dans les hommes qui nous gouvernent.

Q. Que faut-il penser des personnes qui voteront non sous prétexte qu'il ne faut avoir confiance dans aucun homme public?

R. Si ce n'était M. King qui nous gouvernait au cours de la guerre, il tombe sous le sens que ce serait un membre de l'opposition ou un adversaire qui n'a pas actuellement de siège aux Communes. Qui le remplacerait? Il y a M. Hanson, M. Hepburn, M. Meighen, le colonel Drew. Lequel de ces messieurs a justifié la confiance que nous plaçons en lui? Il faut donc choisir: Mackenzie King... ou ceux qui le combattent.

Q. Que faut-il penser des personnes qui voteront non sous prétexte que le Canada n'est pas responsable de la guerre?

R. Responsable ou non, le Canada est entraîné dans un conflit mondial qui engage les neuf dixièmes du genre humain. L'ennemi se soucie peu de notre rôle dans le drame qui a provoqué la guerre. Il nous détruira, s'il le peut, comme il a détruit quinze autres nations avant de le plupart étaient neutres et ne demandaient que de vivre en paix. Considérez-vous de l'homme qui, voyant

les flammes ravager son village, les maisons voisines s'écrouler l'une après l'autre dans la conflagration, refuserait de combattre le feu et, avant de s'enfermer dans sa maison menacée, mettrait à la porte un écriteau où l'on pourrait lire: "Ce n'est moi qui ai allumé l'incendie, refuse donc de vous aider à l'éteindre." Que pensez-vous de cet insensé?

Q. Que faut-il penser des personnes qui voteront non sous prétexte qu'elles n'aiment pas l'Empire?

R. Vous n'aimez pas l'Empire britannique? Vous avez droit à votre opinion. Aimez-vous mieux l'Allemagne et le Japon? Nous ne sommes pas en guerre pour sauver l'Angleterre, ni l'Empire, ni la banque internationale, mais pour sauver notre peau. Qu'il ne soit pas ici question de sentiment: il n'est pas de plus mauvais maître. Lisez plutôt ces lignes de l'Action catholique à propos du plébiscite: "Si nous passions notre temps à faire la statistique de nos griefs nombreux et légitimes, il est certain que notre sentiment nous conseillerait uniquement de réagir contre l'injustice et l'incompréhension. Mais autant le sentiment doit être notre moteur, autant la raison doit être notre gouvernail. Et la raison (notée bien haut dans nos mots) quand nous lui faisons l'honneur de la consulter, nous dit que tout peuple aux prises avec une guerre de vie ou de mort doit recourir à tous les moyens pour gagner sa guerre."

Q. Pourquoi est-il dangereux, à l'heure actuelle, d'écouter son cœur plutôt que sa raison?

R. Parce que le sentiment brouille souvent notre juste vue des hommes et des choses. Qu'arriverait-il, par exemple, si la Hollande se rappelait le dénuement de sa flotte, la perte de sa suprématie maritime, la cession forcée de ses colonies africaines? Qu'arriverait-il si la Belgique ranimait constamment le souvenir de ses démêlés avec la Hollande? Qu'arriverait-il si les États-Unis étaient encore obsédés par la mémoire douloureuse de leurs guerres d'Indépendance? Qu'arriverait-il en un mot à chacun des peuples unis contre l'Axe obéissant à ses émotions nationales? En quelques jours, nous perdrons la guerre.

Q. Si l'Angleterre tombait, le Canada serait-il attaqué?

R. Si l'Angleterre tombait, il va de soi que le Canada serait d'autant plus vulnérable. L'ennemi nous attaquerait s'il le juge nécessaire à la réalisation de ses projets de conquête. C'est la seule certitude qu'un esprit réfléchi puisse avoir. Mais la chute de l'Angleterre, avec ses conséquences inévitables en Europe, en Afrique, bref sur tous les points du globe que sa flotte protège, aurait sur le Canada des répercussions aussi redoutables que l'invasion pure et simple de notre sol. Si l'Angleterre tombait, le Canada serait économiquement ruiné.

Q. Pourquoi la défaite de l'Angleterre présente-t-elle pour nous ce danger?

R. Parce que le Canada doit exporter ou mourir; parce que, sans la liberté des mers, nous serions d'écouler la forte partie de notre production hors du continent; parce que l'Atlantique et le Pacifique sont les fenêtres par lesquelles nous respirons la vie. L'ennemi n'a donc pas besoin de nous attaquer pour nous réduire à l'esclavage; à lui suffirait de bloquer nos horizons maritimes. Le Canada est la quatrième nation exportatrice du monde; il se classe au premier rang eu égard à sa population. C'est à cette situation privilégiée que nous devons le train de vie le plus élevé qu'un pays moderne ait encore atteint. Mais le jour où l'ennemi aurait la maîtrise des mers, nous deviendrions un pays pauvre.

Q. Quelle conclusion devons-nous tirer de ces réflexions?

R. C'est que nous ne devons reculer devant aucun sacrifice pour éviter la défaite. Il ne s'agit pas de vaincre; il s'agit de nous tous, de chacun de nous en particulier. Il n'est nullement excessif de dire que nous défendons notre droit à la vie. Ce n'est donc pas le temps de ramener des querelles d'ordre secondaire. Comme l'écrivait récemment l'Action paroissiale, si nous avons des comptes à régler, des griefs à exprimer, nous le ferons avec d'autant plus de prestige après la guerre que nous aurons écarté nos impatiences nationales en face du danger. Plus nous aurons, nous devons "raison garder".

Q. Répondre oui à la demande de M. King, est-ce contribuer à la victoire finale?

R. Oui, sans l'ombre d'un doute. Pour gouverner avec intelligence, il faut que M. King ait les mains libres; il faut qu'il ait notre appui le plus entier. C'est à cette condition seulement que l'œuvre de guerre du Canada s'ajustera parfaitement au plan d'ensemble des Nations Unies. N'oublions pas une vérité élémentaire: c'est que le Canada a besoin pour vivre de la sympathie des autres nations. Réfléchissons que notre attitude à l'égard de nos alliés en temps de guerre déterminera leur attitude à notre égard en temps de paix.

Q. Y a-t-il d'autres raisons qui nous engagent à dire oui le 27 avril?

R. Un non, le jour du plébiscite, serait une marque de méfiance à l'égard de M. King, ce qui affaiblirait ses positions aux Communes; ce serait aussi le début de notre isolement sur le continent américain. Au seul point de vue économique, nous avons tout à perdre en nous écartant des huit autres provinces. L'étranger nous jugera à la lumière des faits les plus frappants. Ce qui le frappera davantage, c'est que, des neuf provinces du Canada, seule la province de Québec aura refusé son approbation à la politique de guerre de ses chefs légitimes. Nous ne saurions attendre des États-Unis, nos voisins immédiats, ou des autres nations alliées, qu'ils scrutent notre cœur, notre passé, nos griefs, nos impulsions nationales, pour y découvrir la justification de notre attitude. Les pays alliés seraient d'ailleurs en état de nous reprocher d'avoir écarté nos rancunes alors que, pour gagner la guerre, ils ont trouvé raisonnable d'oublier provisoirement les leurs. Dans le passé, les démagogues nous ont fait beaucoup de mal. Il ne faut pas qu'ils nous empêchent de voter le 27 avril, non pas en enfants irrités, mais en adultes conscients de leurs devoirs et de leurs responsabilités.



EN HAUT, A GAUCHE: Voici une démonstration pendant un cours de soins à domicile donné par la division québécoise de la Société Canadienne de la Croix-Rouge. EN BAS, A GAUCHE: Les vétérans profitent d'un moment de détente à la maison des convalescents de Ste-Anne-de-Bellevue. EN HAUT, A DROITE: Le département de récupération de la Croix-Rouge fabrique un grand nombre d'articles avec des coupons et restes. EN BAS, A DROITE: A la Maison de la Croix-Rouge à Montréal, des bénévoles taillent les tissus avant de les expédier aux sections rurales.

VOTEZ "OUI"!

— Suite de la première page —

se battre aussi longtemps qu'il restera, dans leurs veines, une goutte de sang.

A quoi leur servirait leur vie, s'ils étaient battus? Et à quoi leur servirait de ne pas se battre, si, pour avoir refusé la bataille, ils succombent dans l'abandon et le dénuement.

Les amitiés les plus précieuses, pour nous tous, les seules amitiés qui comptent, sont les amitiés nord-américaines.

Nous sommes nord-américains. L'Amérique latine ne peut rien pour nous, car elle est plus pauvre que nous, et elle a sur les bras des problèmes autrement plus sérieux. D'ailleurs, l'Amérique latine elle-même ne peut, à l'heure actuelle, se passer de l'amitié nord-américaine.

Les Canadiens de langue française suivront, j'en suis sûr, ceux qui leur diront de telles vérités. Mais on fera l'impossible, en certains milieux, pour empêcher ces vérités de parvenir à des foules qu'on a voulu empoisonner de mensonges.

Jean-Charles HARVEY

Nos lavals canadiens

Depuis le divorce du maréchal Pétain et de M. Pierre Laval, un peu avant Noël 1940, toute la politique éditoriale de MM. Héroux et Pelletier à l'égard de Vichy pivoteait autour de l'expulsion du bougnat du cabinet français.

Chaque fois, par la suite, que le maréchal a refusé de livrer à M. Laval le scalp de l'amiral Darlan, les scribes du DEVOIR ont triomphé, clamant:

— Voyez la parfaite indépendance de Vichy! voyez l'énergie de saint Pétain! voyez comme il éloigne l'infâme, comme il l'écarte de l'assiette au beurre!

La confiance du DEVOIR dans le régime de Vichy avait l'air, par la tactique de ses propres plumitifs, de s'appuyer entièrement sur le fait que l'honorable bougnat était constamment écarté du pouvoir par le vieux maréchal.

Pour être logiques avec eux-mêmes, les pieux scribes du DEVOIR de l'officine de la rue Notre-Dame devraient aujourd'hui crier à la trahison de Vichy et dire bien haut que le maréchal Pétain a déçu leurs espérances, trompé leur attente...

Mais non... Aujourd'hui, ils trouvent des excuses à saint Pétain, prétendent que toutes les forces militaires de Vichy demeurent dans les mains du bienheureux Darlan, hors d'atteinte du vénérable Laval... Ils citent le discours du nouveau chef du gouvernement vichyssois de façon à monter en épingle ses sorties contre la Russie et les puissances anglo-saxonnes.

Que demain M. Laval assassine Pétain et fasse jeter Darlan aux fers, ne doit pas que MM. Héroux, Pelletier et Cie trouvent moyen de l'approuver et d'insinuer que tout cela est pour le plus grand bien de la France, et que si la flotte française vient à tirer sur nos vaisseaux, il faudra encore dire merci, et bénir le ciel de prendre un tel soin des intérêts de la France...

Il n'y a, au fond, rien de bien étonnant à cette sympathie que nos gazetiers de la "bonne" presse manifestent à l'égard de M. Pierre Laval: Ils ne demandent rien tant que de jouer ici un rôle aussi honorable que celui que le bougnat a joué, et joue encore, en France!

Nous pouvons toujours leur réserver le sort que connaîtra M. Laval au dernier acte...

J. G.

M. MEIGHEN

Au centre de l'annonce que publiait, en divers journaux, les colonnaires de la Ligue de la préférence Défense — annonce que nous aurions eu l'honnêteté de refuser si l'on nous l'avait offerte, — on a placé une photo de l'honorable Arthur Meighen, que l'on tient responsable de la loi de conscription de l'autre guerre.

Je n'ai jamais été du parti de M. Meighen. Il m'est arrivé plus d'une fois de l'attaquer violemment. Je me demande parfois si j'ai été toujours juste envers lui. En assistant au spectacle ignoble que nous donnent ses ennemis d'aujourd'hui, propagandistes du "Non", j'aurais raison de me repentir d'avoir traité trop durement, dans le passé, un homme dont je ne partage pas toutes les opinions, mais dont la sincérité et l'honnêteté sont indubitables. J'ai été, comme journaliste, l'un des principaux porte-parole d'un parti qui fit plusieurs élections avec la conscription. Mais oublions le passé.

M. Meighen ne peut plus aspirer à la grande popularité. Quand, lors des dernières élections complémentaires, où il était défait, j'ai dit qu'il était brûlé, cela voulait dire, évidemment, que pour lui l'heure des tournois électoraux était passée. Il a fait, au cours de sa carrière, des faux pas, des imprudences, que ses adversaires ont su exploiter à fond. Mais il ne mérite pas les insultes que lui distribuent aujourd'hui les saboteurs de notre effort de guerre. Il vaut cent fois mieux qu'eux.

Je regarde sa photo. Une bonne et franche figure. J'aurais désiré que l'on publiât, à côté, la photo de M. Georges Pelletier: on aurait pu voir dès lors toute la différence qui existe entre un bon visage et une face d'hypocrite. Dans les traits de M. Meighen, il y a de la droiture, de la bonté, de l'énergie et de l'intelligence. Dans ceux de M. Pelletier, il y a sûrement tout le contraire. En sorte que ceux qui verront, sans la lire, l'annonce de nos colonnaires, seront portés à préférer l'opinion d'un honnête homme à celle d'un fumiste.

Il faut se rappeler que M. Meighen, au moment même où une partie de la presse québécoise l'abre-

J.-Ch. H.

Quand vous êtes à
TORONTO
Descendez à
HÔTEL ST. RÉGIS
392, RUE SHERBOURNE
R.A. 4135
en face de l'église du Sacré-Cœur, la seule église catholique de langue française à Toronto.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU PLÉBISCITE

COMMUNIQUÉ AU PUBLIC

Tous les citoyens du Canada sont par les présentes informés:

- (1) QU'UNE proclamation du Gouverneur en conseil, datée le 9 mars 1942, a ordonné la tenue d'un plébiscite dans chaque district électoral du Canada sur la question figurant sur les bulletins de vote qui seront employés au plébiscite, cette question et ces bulletins étant libellés dans la forme et dans les termes suivants:

Votez en faisant une croix, comme suit: **X**
après le mot "OUI" ou après le mot "NON".

Consentez-vous à libérer le Gouvernement de toute obligation résultant d'engagements antérieurs restreignant les méthodes de mobilisation pour le service militaire?

OUI

NON

- (2) QUE la date fixée comme jour de votation au plébiscite est le lundi 27e jour d'avril 1942.

- (3) QUE les bureaux de votation seront ouverts dans chaque arrondissement de votation, de 8 heures du matin à 8 heures du soir (heure avancée).

- (4) QUE de nouvelles listes de votants ont été spécialement confectionnées pour le plébiscite.

- (5) QUE ces listes sont des "listes ouvertes", c'est-à-dire que, dans les arrondissements urbains ou ruraux, toute personne habile à voter, et dont le nom aura été omis de ces listes, pourra voter dans son arrondissement de votation le jour du plébiscite, pourvu qu'elle prête le serment requis, et pourvu qu'un votant dont le nom figure sur la liste des votants de cet arrondissement se porte, sous serment, garant de cette personne.

- (6) QUE les personnes habiles à voter dans les arrondissements urbains, et dont les noms auront été omis des listes officielles, seront les seules personnes qui, avant d'être admises à voter, seront tenues de produire leurs certificats d'inscription nationale.

- (7) QUE des bureaux provisoires de votation seront ouverts dans les mêmes localités et dans les mêmes conditions qu'à la dernière élection générale.

- (8) QUE, règle générale, toute personne qui a ordinairement résidé au Canada durant les douze derniers mois a droit de voter au plébiscite, si elle est âgée de vingt et un ans et si elle est sujet britannique.

- (9) QUE les votants auront droit de voter dans l'arrondissement de votation où ils résidaient ordinairement le 30 mars dernier.

- (10) QUE les avis laissés par les énumérateurs urbains aux habitations des votants indiquent à ces votants l'emplacement de leur bureau de votation.

- (11) QUE l'Avis aux votants affiché dans les bureaux de poste indique aux votants des arrondissements ruraux l'emplacement de leur bureau de votation, et que les énumérateurs ruraux doivent aussi faire connaître, verbalement, à ces votants cet emplacement de bureau de votation.

- (12) QU'EN général, les bureaux de votation pour le plébiscite seront établis dans le même local ou édifice qu'à la dernière élection générale, ou à proximité de ce local ou de cet édifice.

- (13) QUE des arrangements ont été conclus pour recueillir les résultats du plébiscite le soir de la votation, de la même manière qu'à une élection générale.

- (14) QUE tout Canadien en activité de service ou à l'entraînement dans l'une des Forces ou l'un des Corps de Sa Majesté, et posté au Canada ou hors du Canada, a droit de voter au plébiscite, avant le jour du scrutin, selon un mode spécial de votation.

JULES CASTONGUAY,

Directeur général du plébiscite.

Daté à Ottawa, ce 20e jour d'avril 1942.

Pour l'avenir et l'honneur du Canada français
votons "OUI" le 27 avril.

AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE

Avis est donné par les présentes que ERNEST CHARLES HAZARD, photographe, de la cité et district de Montréal, dans la province de Québec, s'adressera au Parlement du Canada, à sa présente ou prochaine session, afin d'obtenir un Bill de divorce avec sa femme, ANNE ARMSTRONG (alias Gault) HAZARD de la cité et district de Montréal, dans la province de Québec, pour cause d'adultère et abandon.

Montréal, Québec, le 25 février 1942.

A. H. LIEFF,

Avocat,

18, rue Rideau, Ottawa.

Procureur du requérant.

AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE

Avis est donné par les présentes que Effie Euphemia Shannon Motte, garde-malade, de la cité et district de Montréal, province de Québec, s'adressera au Parlement du Canada, à sa présente ou à sa prochaine session afin d'obtenir un Bill de divorce d'avec son époux, John Francis Monette, vendeur, de la cité et district de Montréal, province de Québec, pour cause d'adultère.

DATE à Montréal, province de Québec, ce 26ème jour de mars 1942.

MERGLER & MERGLER,

Procureurs de la requérante,

Ch. 803, édifice Tramways,

159 rue Craig Ouest,

Montréal.

AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE

Avis est donné par les présentes que DAME FREDA SYBIL NISBET, de la Cité et District de Montréal, dans la province de Québec, épouse de FREDERICK WALTER BALDWIN, s'adressera au Parlement du Canada à sa présente ou prochaine session, afin d'obtenir un Bill de divorce de son mari, ledit FREDERICK WALTER BALDWIN, pour cause d'adultère.

NORMAN N. GENSER,

Procureur de la requérante,

suite 414,

276 rue Saint-Jacques,

Montréal, Québec,

Montréal, Québec, le 20 avril 1942.

DEHORS LES APAISEURS!

Lettre ouverte au Très Honorable Président des États-Unis

New York, le 22 avril 1942

M. le Président,

C'est grâce à vous avant tout autre que nous ne nous trouvons pas complètement pris au dépourvu à l'heure de notre suprême épreuve. Nous devons uniquement à votre prévoyance que nos avions, nos armes et nos soldats fassent déjà leur part dans cette lutte mondiale. Personne ne peut douter, alors, de la sincérité avec laquelle vous souhaitez et cherchez par tout moyen, la victoire de la démocratie contre les forces diaboliques qui voudraient nous engouffrer de leur abîme de haine et de bassesse.

Si je prends la liberté de vous adresser ces quelques mots, M. le Président, c'est dans l'espoir qu'ils puissent vous aider à reconnaître et puis à détruire la seule influence officielle qui travaille, encore aujourd'hui, à neutraliser votre prévoyance et vos actes les plus constructifs.

Quelle est cette influence? Où se trouve-t-elle? Vous la reconnaîtrez par les questions suivantes. Qui est-ce qui a donné sa bénédiction aux vendeurs d'huile et d'acier à l'Italie et puis au Japon? Qui est-ce qui a favorisé le petit fasciste franco? Qui est-ce qui a insulté les seuls Français qui se battent encore à notre côté? Qui est-ce qui s'est lié si cordialement avec ces autres Français qui se vantent de leur mépris de la démocratie? Et finalement, qui est-ce qui se trouve aujourd'hui face à face au traître Laval, après cette lune de miel de vingt et un mois? Oui, M. le Président, je parle du State Department, de ces messieurs qui s'obstinent et s'obstinèrent toujours à pratiquer la politique honteuse de l'apaisement.

M. le Président, ces messieurs, si honnêtes qu'ils soient, datent tout de cette ancienne école diplomatique qui met l'habileté au-dessus de l'action, les mots au-dessus des faits et la subtilité au-dessus de l'audace. Par leur "habileté" ils nous ont déjà coûté rudement cher. Si nous ne les renvoyons pas chez eux, ils vont finir par nous faire perdre la guerre!

Vous savez mieux que tout autre, M. le Président, que cette guerre n'est pas une guerre comme les autres. Si ce n'était qu'une guerre entre deux pays raisonnablement civilisés, c'est possible que nous puissions nous offrir le luxe de cette politique conventionnelle de gentilhomme à gentilhomme. Mais contre Hitler, contre cette mentalité malsaine et infernale, une telle politique est à la fois suicide et une ignominie. Suicide, parce qu'elle nous livre à toutes les machinations de cet homme pour qui l'honneur et la probité n'existent pas; ignominie en ce qu'elle admet la possibilité de "traiter en amis" avec la canaille qu'il emploie pour ces dessins néfastes.

Le pouvoir du State Department aujourd'hui est tel qu'il limite même la stratégie militaire des Nations Unies. Avons-nous un besoin impératif de bases près de nos côtes? Il faut nous passer de deux des meilleurs (Martinique et Guadeloupe) parce que le State Department ne veut pas "insulter" l'amiral Robert, lui qui nous insulte de bon cœur tous les soirs par sa radio. Nos alliés britanniques, veulent-ils tirer

sur des convois vichysois, pleins de munitions pour le général Rommel? Ils ne peuvent pas. Ça dérangerait les relations cordiales qui viennent d'aboutir dans le retour au pouvoir de Laval!

Toute stratégie, toute raison, toute honorabilité, M. le Président, nous dicte la nécessité de rompre carrément et instantanément avec l'ordure de Vichy. Mais qu'est-ce qu'ils font, nos "habiles", nos faibles, nos apaiseurs obstinés? Ils attendent, ils équivoquent, ils font des demi-mesures! Grâce à vous, M. le Président, nous sommes déjà sur la voie de la victoire. Mais la route est longue et remplie de dangers. Hitler est loin d'être battu. Le plus méchant des hommes, il est aussi un des adroits. Il sait aussi bien que nous que la puissance totale des Nations Unies, hardiment employée, épele en toutes lettres sa ruine. Mais il compte sur un seul facteur psychologique pour renverser le bilan. Ce facteur lui a déjà donné plus de victoires qu'il n'en a gagné par ses tanks et ses avions. C'est le facteur de l'apaisement. Cet homme sait mieux que tout autre l'art d'amorcer l'hameçon. C'est à nous de nous débarrasser de tous ceux qui, malgré toutes les leçons tragiques des dernières années, s'obstinent à mordre chaque fois qu'il tend l'amorce. Et c'est dans notre State Department que se trouvent les plus obstinés, les plus coupables. Ils nous font nous débarrasser de ces hommes. Il faut les remplacer par des hommes forts et courageux, par des hommes qui détestent les dictatures fascistes et leurs fuhrrers avec une haine brûlante qui ne leur permettrait jamais de traiter avec les Quislings flatteurs d'un Hitler. Avec de tels hommes à la tête de nos affaires étrangères, Hitler fera ce qu'il voudra.

M. le Président, vous êtes en toute actualité à la tête de cette lutte mondiale contre l'oppression. Tous les hommes de toutes les nations combattantes, dont plusieurs sont déjà sous le talon du monstre, mettent en vous leur espoir. Tous ces hommes ne font aujourd'hui qu'une grande nation d'hommes de bonne volonté, unis dans une cause commune. C'est pour cette raison que je suis heureux de vous adresser ces mots dans un journal canadien. Car vos actes, vos décisions, affectent également Américains, Canadiens, Anglais, Chinois, Russes, Français — tous les hommes qui aiment la liberté avant tout. M. le Président, c'est en toute humilité et au nom de tous les hommes de bonne volonté que je vous prie de nous débarrasser de cette dernière influence qui seule laisse ouverte à Hitler une voie possible à la victoire. Barricadez cette voie avec des hommes pour lesquels le blanc est le blanc et le noir est le noir, des hommes sachant que ceux qui ne sont pas pour nous sont contre nous, et pour lesquels l'apaisement est révoltant, stupide et voisin de la trahison.

Recevez, M. le Président, mes vœux les plus sincères.

Henri D. CHAPLIN

Cette guerre est celle du Canada. Vous êtes le Canada. — Enrôlez-vous!

AVEC LE SOURIRE

Qui est coupable?

La police vient d'arrêter, pour contravention à la loi de la Défense en temps de guerre, un jeune homme de vingt ans qui avait prononcé un discours folichon le 8 avril dernier.

Ce jeune homme est, paraît-il, président d'une association appelée Jeunes Laurentiens. Ce qu'on lui reproche, c'est d'avoir affirmé que le gouvernement, alors qu'il voulait conscrire notre jeunesse, laissait entrer à flots de grands bébés de six pieds venant de l'Angleterre.

Ces paroles étaient évidemment répréhensibles; mais le jeune irresponsable qui les prononçait n'est qu'un enfant qui joue à l'agitateur en présidant une société parfaitement inconnue et vouée à la mort par ridicule.

Quels sont les vrais coupables? Chaque jour, un quotidien de Montréal distribue, à douze mille lecteurs, dont les jeunes Laurentiens, des idées autrement plus subversives et dangereuses. Pelletier a fait un coup plus à notre effort de guerre que le jeune apôtre de l'imaginaire Laurentie. Et que dire des Lacombe, des Chalout, des Raymond et de vingt autres colonnards, qui ont commis une foule d'actes de trahison?

Nous savons que la police voudrait détruire la Cinquième Colonne. La déformation légale de certains mots empêche. De là l'injustice flagrante des "deux poids et deux mesures". Les mots de La Fontaine sont toujours vrais: Selon que vous serez puissant ou misérable.

Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir.

Car nous avons observé avec dégoût que, depuis l'arrestation de Camilien Houde, l'autorité a été trop poltronne pour arrêter des hommes de quelque importance. On s'est contenté de mettre le grappin sur de petits bonshommes qui ne pouvaient faire aucun mal ou qui suivaient les directives de la véritable Cinquième Colonne. Celle-ci n'a pas été inquiétée.

Solidarité ministérielle

M. Godbout, premier ministre de la province de Québec, est un homme droit et de bon sens. Il s'est prononcé contre la conscription, qu'il ne juge pas nécessaire, mais il a conseillé à nos compatriotes de voter "Oui".

Dans le ministère Godbout se trouve un démagogue qui n'a rien fait, depuis qu'il est dans la politique, que de la manœuvre. Il est devenu agitateur de premier ordre. Sa plus grande préoccupation est de flatter d'où vient le vent. C'est ce qui lui a permis de changer de couleur suivant les caprices de l'opinion. Il en est qui savent admirablement vivre de prostitution politique.

M. Drouin a des ambitions. Nous nous souvenons des jours troubles où il cherchait à amener la masse de Saint-Roch et de Saint-Sauveur pour forcer l'ancien gouvernement Taschereau à déguerpir. L'histoire des gargarismes qui devaient servir dans une manifestation est, à ce point de vue, fort intéressante.

Il faudrait parler aussi des relations qui ont existé et qui existent encore entre le ministre québécois et le clan Paul Bouchard. Le Popol, apôtre du fascisme, a enseigné à Oscar les méthodes de Mousso.

Dans tous les cas, M. Drouin est aujourd'hui en contradiction avec son chef. Que devient alors la solidarité ministérielle?

Un saboteur de notre fierté

Le jour, entre tous, où il convenait de se recueillir pour bien commencer la semaine de la fierté nationale, un prêtre catholique romain, vice-recteur de la plus ancienne université canadienne-française (et nous n'en avons que deux) se fait éclabousser et qualifier de maître-chanteur. Qu'il l'ait été par le directeur du DEVOIR, Georges Pelletier, voilà qui nous justifie pleinement de dénoncer ce drôle. A une lettre trop courtoise que M. l'abbé Arthur Maheux lui écrivait récemment, M. Pelletier répond, le 11 avril, en s'emportant, disant à l'homme d'Eglise: "Je ne veux répondre ni à vos injures, ni à vos provocations, ni à vos menaces de chantage assez peu déguisées..." (Le DEVOIR, samedi 11 avril, page 2).

La fierté nationale, il s'en moque celui qui s'abaisse à ce langage. A observer que, cette fois, si M. Pelletier a été forcé de publier en tribune libre la deuxième lettre de M. l'abbé Maheux, c'est que par petitesse native, il a vainement essayé de refuser à ce digne ecclésiastique le droit que ce dernier réclamait de répondre, dans le journal même qui l'invectivait. On sait que le vice-recteur de Laval a fait appel à l'hospitalité du CANADA et de l'ACTION CATHOLIQUE qui, comme Le DEVOIR sont deux quotidiens, pour loger sa première lettre, si juste et si modérée.

Il n'y a pas deux fiertés nationales, l'une pour les cagots qui appuient Le DEVOIR et l'autre pour la masse des citoyens. L'époque exige qu'on fasse montre et preuve de fierté authentique. Pour sa part, M. l'abbé Maheux a écrit un livre qui s'intitule fièrement **Notre histoire est une épopée**, mais Le DEVOIR où s'affichent tous les sentiments froussards de cette génération, s'efforce à intimider ce digne historien par le langage exceptionnellement infâme que nous dénonçons plus haut. M. l'abbé Maheux qui, se sentant appuyé par l'opinion publique, manifeste l'intention d'aller "jusqu'au bout", rend un service appréciable à la fierté nationale en exposant les procédés d'une feuille dont tous les écrits, aujourd'hui, sont abusivement dirigés contre la patrie canadienne. Toutes les tribunes des journaux dignes de ce nom lui sont ouvertes.

Nos gens n'en veulent point

Nous espérons que le gouvernement canadien rompra bientôt avec Vichy. Le plus tôt sera le mieux. M. King doit savoir ceci: les Canadiens de langue française ne tiennent nullement à garder des relations avec des traîtres.

Dans un relevé d'opinion, à Québec, 98 pour cent de nos compatriotes se sont déjà prononcés pour la France Libre, et 95 pour cent contre le régime Pétain-Darlan-Laval.

Il ne faut pas que nous conservions au milieu de nous les agents de Goebbels. Car Laval s'est ouvertement déclaré contre l'Angleterre et les États-Unis, en faveur d'une collaboration pleine et entière avec l'Allemagne.

On lira, dans l'intéressant article d'Etienne, que M. Laval détient le portefeuille des Affaires étrangères et de la propagande. Les consuls suivront ses directives.

Il est donc clair que Laval n'aura d'autre ambition que de fortifier, dans tous les pays qui garderont des contacts avec Vichy, la Cinquième Colonne.

Donc, rompons tout de suite. Et dehors les consuls de Laval!

Absents!

Le professeur Perrin, dont Henri Laugier expose d'autre part à nos lecteurs la magnifique carrière et la haute valeur morale est décédé à New-York où ses obsèques eurent lieu le dimanche 19 avril.

L'élite de la colonie française était venue, avec l'élite de la science américaine, apporter son hommage au grand disparu: Jean Perrin n'était-il pas une lumière de la science mondiale, comme de la science française? Il était naturel de s'incliner devant ce prix Nobel, ce grand officier de la Légion d'Honneur, cet illustre Français.

Seulement, Jean Perrin s'était prononcé avec une netteté sans pareille pour la France libre, pour la résurrection de son pays; c'est pour cela que ni l'ambassadeur de Vichy ni son consul à New-York n'avaient cru devoir ni se déranger ni même se faire représenter.

Il est bon de souligner le geste ou plutôt l'absence de geste, devant la mort de cette gloire nationale, de ceux qui se prétendent les représentants de la France: Quel tact, quelle élégance, quel à propos! — Le Vichy de Darlan et Laval a bien les serviteurs qu'il mérite!

Cardinal rouge

JE SUIS PARTOUT, cette feuille fasciste qui, au temps de la Troisième République, était déjà vendue à l'ennemi, a publié les proses de plusieurs de nos fascistes locaux et elle a introduit dans nos milieux bien pensant le poison de la propagande italo-allemande.

Aujourd'hui, sous le régime d'occupation boche, JE SUIS PARTOUT lèche les bottes du maître teuton, et elle pousse même la dégoutation jusqu'à vomir sur les plus grands et les plus nobles d'entre les Français.

C'est ainsi que, dernièrement, la feuille fasciste s'attaquait au Cardinal Suhard, archevêque de Paris, le traitant de "communiste" et ajoutant que c'était le digne successeur du Cardinal deux fois rosière Verdier.

C'est le plus beau compliment que l'on puisse faire au Cardinal Suhard qui lui dire qu'il suit les traces glorieuses de son prédécesseur. L'actuel archevêque de Paris perpétue une sainte tradition, et les injures de la presse "kollaborationniste" sont la plus belle garantie que l'on puisse souhaiter que, sur la capitale martyre, veuille un pasteur éclairé, libéral, vraiment catholique.

Curiosité

Entendu, dans le tramway, ce petit dialogue:

X — La Ligue pour la Défense du Canada, elle en tient des assemblées! Encore une au Forum, jeudi soir...

Z — Comment? C'est pas au Marché Atwater mercredi? Ou bien c'en est-ty deux?

X — Non, c'est l'assemblée de mercredi qui est remise à jeudi...

Z — Mais ils sont bien riches, donc, cette ligue-là? Le Forum, ils doivent pas l'avoir pour des prières... Qui c'est qui paie pour tout ça?

X — Bien, moi, je le sais pas... Ça doit être les souscriptions...

Z — Hum! les souscriptions, les souscriptions... Moi, j'aimerais bien savoir où c'est qu'ils prennent leur argent, cette ligue-là!

L'innocence

On acquitte une bande de jeunes voyous qui, la nuit, au retour d'une manifestation anticonscriptionniste fracassent des vitres et molestent les passants.

Il n'y a donc pas de coupables et l'on doit le bris des vitrines et les blessures des passants sans doute à l'intervention du Saint-Esprit.

P. S. — Je remercie M. de Carignan (Popaul pour les dames) de son aimable envoi.

Et comme il dit: "Pour Dieu et pour la Patrie, en arrière, marche!"

M. H. E.

Entreprise

Il suffit, paraît-il d'être italien, fasciste et relâché d'un camp de concentration pour obtenir des contrats gouvernementaux avantageux.

Il suffit d'être canadien, patriote et démocrate pour être exclu de l'attribution des dits contrats.

Un lecteur nous le dit.

M. H. E.

Les bonnes raisons

Veut-on savoir comment voteront certains de nos conseillers municipaux?

A tout seigneur, tout honneur. Le père de la ville qui est notre maire n'a pas d'opinion.

"J'imite de Conrart le silence prudent" a-t-il ou à peu près répondu.

M. Joseph Moreau n'est pas décédé: "Mon vote dépendra des discours qui seront prononcés d'ici le 27."

Le conseiller aime l'art oratoire: qu'il relise Quintilien et il verra qu'un discours peut modifier une opinion, non un vote.

Rendons un juste tribut à M. Emile Naud qui parle raison: "Ça ne nous regarde nullement en tant que conseillers municipaux."

M. Long a du courage: c'est une vertu rare, surtout le courage de son opinion.

Il votera "oui" parce qu'il croit de son devoir de donner à un gouvernement dans lequel on a confiance les moyens d'action qu'il réclame.

Et M. H. G. Birks comme M. O'Flaherty disent comme M. Long. Bravo.

M. H. Carrière a une raison que la raison ne connaît pas. Il votera "Non" parce qu'habitait le nord de la ville. Evidemment tout dans la vie est une question de lieu et de milieu.

M. Elzéar Simard est un petit cachottier: "Mon âme a son secret, ma vie a son mystère". Nous ne saurons jamais comment a voté M. Elzéar Simard.

M. Corbeil votera "Non" à deux mains et de la troisième remettra son bulletin.

M. Fred Duclos hésite et s'ignore: "P'têt ben qu'oui, p'têt ben qu'non."

M. J.-C. Ratelle votera du bon côté, dit-il, et ajoute: "J'estime que l'on ne me paie pas assez comme conseiller pour me prononcer sur un sujet aussi grave."

Les conseillers ne reçoivent aucun salaire, mais rien ni personne les oblige à être conseillers.

M. Burrow a confiance en M. King il votera donc oui, mais M. H.-C. Lafleur est catégorique, aussi laissons-lui le mot de la fin: "Je voterai: oui, comme tous les autres j'espère."

Puisse-t-il dire vrai!

M. H. E.

Le Jour à New-York

Le 18 avril au soir, les anciens combattants de France Forever recevaient parmi eux le professeur Henri Laugier qui, à tous ses titres d'homme de science et de courageux Français libre, joint de beaux souvenirs militaires puisqu'il ne fut pas cité moins de trois fois à l'ordre du jour des armées françaises pendant la guerre 1914-18.

Ce fut une cérémonie émouvante où nous eûmes la bonne surprise d'entendre le président de la section, M. Lausque faire le panegyrique du "Jour".

Sur le même agréable sujet, quelques instants après s'élevait en plein accord avec Lausque, la grande voix d'Henry Torres: les deux orateurs s'unirent pour apprécier le libéralisme et l'indépendance de l'hebdomadaire canadien qu'ils qualifièrent: "le premier organe en Amérique de la résistance française, et de la défense de la liberté".

Les noms de Jean-Charles Harvey, d'Emile-Charles Hamel et de toute leur équipe recurent leur part de louanges: quel bel encouragement pour nous tous que de voir nos efforts appréciés à ce point par la belle phalange des Anciens Combattants français.

Les situations provisoires

Dans un petit livre de Valéry Larbaud, Allen, publié à la R.N. F. en 1929, nous trouvons cette phrase en quelque sorte prophétique:

"A Vichy, que don Vicente Blasco Ibanez a comparé à Babylone, et (le ciel nous épargne, Vicatiliens, mes frères) à Sodome et à Gomorhe, à Vichy, tout passe, et Vichy même."

A Vichy, tout passe, et Vichy même... Ces paroles n'ont-elles pas aujourd'hui une sonorité étrange, et pour ainsi dire, fatidique?

Une explication

On peut faire campagne contre la conscription et avoir épousé une Allemande. L'un n'exclut pas l'autre et ce n'est pas ce trop fougueux député, bon garçon quand même, qui nous contredira.

M. H. E.

Washington ne comprend plus...

...et demande des explications à Henry Haye, ambassadeur de Vichy.

M. Sumner Welles, qui a remplacé M. Cordell Hull, n'en est pas encore revenu.

Comment tant d'avances, tant de concessions, tant de compromissions et tout ce bel échafaudage diplomatique en pièces...

Mais pourquoi M. Sumner Welles s'adresse-t-il à Henry Haye?

Toutes les explications qu'il pourrait désirer, quant à la politique suivie par Vichy, celle passée, présente et future, toutes ces explications, Hitler les lui fournirait directement. Elles sont, au demeurant, inscrites dans les faits et il faut être aveugle ou diplomate pour ne pas le comprendre.

M. H. E.



Le Tabac Picobac

IL A BON GOÛT DANS LA PIPE

BLAGUE COMMODE POUR LE GOUSSET - 10c et 15c

BOÎTE MÉTALLIQUE "LOK-TOP" de 1/2 livre - 65c

mis aussi en Boîtes Métalliques pour le Gousset

Le Picobac est le tabac le plus populaire au Canada parce que les hommes aiment sa saveur douce, fraîche, agréable et que les femmes font leurs délices de son arôme exquis.

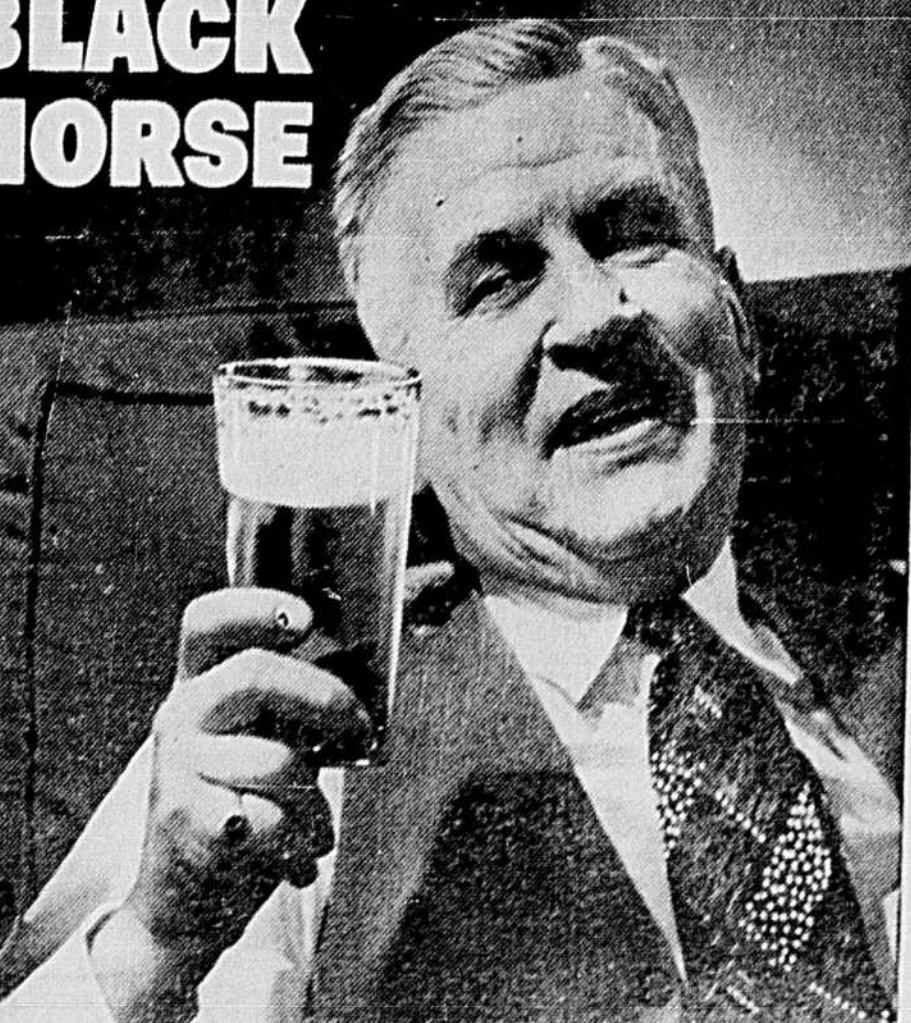
L'Arôme de Picobac Opère comme un Charme



Comme il est bon de revenir à ses anciens amis

Comme il est bon de revenir à la

BLACK HORSE



LA MEILLEURE BIÈRE AU CANADA—LE PRODUIT DE CINQ GÉNÉRATIONS DE MAÎTRES BRASSEURS

VOISINS LATINS, VUS DU CANADA

(Écrit spécialement pour "Le Jour")

par Marcel Roussin

— VIII —

Le Pérou, le riche Pérou s'en venait à la suite des autres colonies sur la route de la liberté et il proclamait son indépendance en 1821. Le pays de l'or, le pays de la légende, avait vécu un empire fabuleux, celui des Incas, et un autre allait lui succéder, venu d'Europe, Pizarre et ses Conquistadores non contents d'avoir exterminé le peuple inca, méprisent son organisation, et tous savent que c'est au cri de Pizarre: "Je vais me construire une ville digne de moi", que Lima dut sa fondation. Les Incas et le sang des Incas servirent à élever la Ciudad de los Reyes dont Pizarre annonçait la fondation le dimanche de l'Épiphanie en 1535. Et ce fut un autre dimanche, en 1541, que Pizarre fut assassiné et mourut en balisant la croix qu'il avait tracée sur le pavé avec son sang. Une histoire écrite avec de tels éléments ne pouvait pas être celle de l'histoire officielle. La vice-royauté qui fut la seconde page de l'histoire coloniale porte elle aussi des taches de sang, et l'on sait que l'entrée triomphale, dans la capitale, de Blasco Núñez, porté sur une litière d'étoffes rares et brodées de pierres précieuses, ne se termina pas au Te Deum chanté à la cathédrale. Les cloches des églises sont fondées pour faire des balles, et le vice-roi est décapité par un de ses esclaves. C'est encore une fois la révolution, avec un autre Pizarre, le frère cadet du Conquistador, Gonzalo. Celui-ci est acclamé comme "Liberator y Protector" et c'est ainsi jusqu'à la guerre de l'indépendance, alors que le Pérou forme deux républiques: la Bolivie et le Pérou. Après la marche victorieuse de Bolívar sur Lima, c'est le désempolement amer, la lutte entre l'oligarchie et l'anarchie. Et encore dans ce pays, il semble que le clergé se soit montré trop favorable à l'aristocratie, en laissant la classe pauvre dans l'ignorance et l'indigence.

De grands noms s'écrivent au livre de l'histoire péruvienne: Rosas, Guzman, Blanco, Diaz. Les caudillos fléchissent, et c'est Ramon Castilla, un militaire indien, qui est au pouvoir de 1845 à 1882. Il apporte d'importantes réformes religieuses, financières et éducatives. Puis c'est une période noire, de corruption, et le grand président Manuel Pardo fonde le parti civil et se montre favorable à une saine évolution. Survient le scandale du guano et des nitrates, et le Président Pardo, compromis, est assassiné en 1878, à la veille de la guerre du Pacifique; le Pérou laisse aux mains du Chili ses provinces de Tacna et Tarapaca. Le rival de Pardo, Don Nicolas Piérola, qui est président de 1895 à 1899 tente de relever son pays, et il invite même une mission française pour réorganiser l'armée nationale comme une force militaire et civile.

La politique péruvienne avait toujours été disputée et maintenue par trois groupes principaux qui cherchaient à s'éliminer sans jamais y réussir. Il est étonnant pour des Canadiens que le clergé soit mêlé à la politique du Pérou, mais c'est chose assez commune dans ces pays du sud, qui ont hérité des qualités et défauts de leurs méropatries. Le Pérou comptait à un certain moment un clergé absolument divisé sur les questions politiques et temporelles; on y trouvait des partisans d'une nouvelle vice-royauté, d'un retour à l'Espagne, et même... d'une République. Ces dissensions étaient regrettables parce que mal interprétées; il n'est pas de notre domaine de juger l'influence et la part que doit avoir le clergé dans la direction de la chose publique, mais il est certain que les évêques et les prêtres péruviens poussèrent un peu loin leur action personnelle, et en ne s'accordant pas entre eux, ils se créèrent un tort immense, en plus de jeter la consternation dans l'esprit des ouailles-citoyens.

Le deuxième groupe qui mêlait les cartes était l'aristocratie intellectuelle et coloniale, ces Espagnols nés en Amérique du Sud, et qui comme tels, se croyaient supérieurs aux Espagnols nés en Europe, et aux Indiens de leur pays. Cette classe de réactionnaires, bourgeois de salon ou de laboratoire, se prenait au sérieux et pensait que réellement elle était essentielle à la vie nationale. On imagine facilement les prétentieuses aspirations des uns et des autres.

Le gouvernement existait lui aussi, et formait le troisième élément de déséquilibre, pour ne pas dire de discord, parce que, appelé à lutter de front contre ces deux groupes, il ne pouvait pas mieux faire que les prendre un à un, et pour cela, il les rendait jaloux l'un de l'autre, en appuyant tantôt celui-ci, en acceptant la suggestion ecclésiastique parce qu'elle allait embêter les aristos.

Comme le gouvernement était le détenteur officiel et réel du pouvoir public, il lui était assez facile de ménager la chèvre et le chou, mais c'était toujours au détriment de quelqu'un, et le plus souvent c'était le tour des provinces de payer la casse. La dictature virtuelle ou agissante qui avait le dessus du panier avait donc adopté la technique centralisatrice, qui enrichit le pouvoir central en appauvrissant les satellites. Cette coopération unilatérale fut poussée à l'extrême par le dictateur Augusto Leguía, qui de 1919 à 1931, tenta de dominer tous les éléments de division à la fois, et disparut dans la tempête. En 1936, les élections ne devaient avoir aucune signification particulière, surtout parce que le parti Apra ne présentait pas de candidat puisqu'on le considérait comme une organisation internationale. Luis Antonio Eguiguren fut élu par surprise, et grâce au concours évident de l'Apra. Les

cartes avaient été savamment mêlées, mais mal distribuées, et c'est Benavides qui se proclama Président pour une dictature de trois années. Depuis, d'autres changements sont survenus, trop récents pour discuter leur portée, et souvent même pour en connaître les causes véritables. L'économie nationale semble toutefois bien retentir, mais l'avenir est incertain parce que la politique actuelle ne semble pas avoir de ligne de conduite particulière, de programme définitif... et d'ailleurs, comme dirait Cyrano: "En eût-il un qu'il ne servirait peut-être jamais..."

Puisque l'idée d'indépendance faisait si bien son chemin, il était normal que la colonie qui avait déjà participé à la gloire de l'empire inca, et plus tard à celle de l'empire espagnol, fit à son tour une entrée sur la scène républicaine. C'était le Haut-Pérou, la Bolivie. Son histoire aurait pu être belle, car elle était née sous le signe des dieux, et à la gloire de l'un d'entre eux: Bolívar; mais son histoire fut trop rapide, mal balancée, dépassant les cadres d'un pays ordinaire. Elle était tirée des flancs de l'Argentine et du Pérou, mais son créateur n'eut pas la main aussi heureuse que l'autre, car c'est cette constitution particulière qui lui amena la plupart de ses troubles. Formée comme à la gloire du grand Libérateur, de qui elle reçut son Président et sa constitution, la Bolivie était comme une partie de lui-même, et quand Bolívar fut disparu, elle tomba. Le chef qui lui avait donné l'indépendance, le général Sucre fut démis de ses fonctions et ce fut l'anarchie pour de bon.

À la faveur du trouble populaire, Andrés Santa Cruz apparut comme un second libérateur, mais sa politique de tâtonnement, et finalement d'annexion au Pérou lui valut le discrédit et la guerre. On sait que le Chili s'opposa à une alliance de ce genre et livra à la Bolivie une guerre coûteuse. C'était une mauvaise histoire et la politique n'avait plus aucune stabilité. De 1826 à 1898, la Bolivie connut 10 constitutions différentes, passa par 60 soulèvements populaires et vit tomber 6 présidents sous les balles d'assassins; tel est le bilan tragique présenté par Alcides Arguedas dans son "Pueblo enfermo" (Peuple malade).

La Guerre du Pacifique a laissé la Bolivie plus pauvre que jamais, sans issue vers la mer, mais un simple droit d'usage du port chilien de Antofagasta; la population indienne est peu assimilable et il semble qu'il faudra un nouveau grand libérateur pour replacer ce pays dans la voie de ses destinées historiques.

"A chacun son tour" devait se dire le peuple d'Uruguay au lendemain de ses longues négociations avec le Brésil en vue de reconquérir son indépendance, car l'Uruguay obtint sa liberté non en se libérant du joug espagnol, comme la plupart des autres colonies, mais en décidant un gouvernement sud-américain à observer le droit international. C'est en effet à la suite d'une annexion de la province argentine que formait l'Uruguay par le Brésil, en 1821, que ce petit pays, le plus petit de toute l'Amérique du Sud, entreprit de se mesurer au plus grand, et réussit à le convaincre de son droit à la liberté. Des 1828, l'Uruguay proclamait son indépendance, quoique bien entendu l'Argentine aurait préféré le faire rentrer au sein de sa communauté politique, cela aurait peut-être été mieux. "Mais, comme disait Sacha Guitry, je n'y suis pour rien, et Dieu ne l'a pas voulu".

La Banda Oriental ne devait pas s'en tirer à meilleur compte pour tout cela, et c'est jusque vers 1850 que ses deux puissants voisins et anciens maîtres se disputèrent sa domination par l'extérieur. Les longues luttes entre blancs et indiens prirent fin quand José Batlle y Ordóñez s'en mêla et liquida l'affaire dans le sang des deux antagonistes. Des auteurs disent que ce politique fut un des grands hommes de l'Amérique Latine, et qu'il lança le plus grand mouvement socialiste au monde, celui de Nouvelle-Zélande excepté. On lui donne le crédit de progrès marqués dans l'éducation et l'immigration de masses populaires. Un fait remarquable et à l'honneur des habitants, c'est que leur pays, malgré qu'il possédait le plus petit territoire en Amérique du Sud, a atteint le plus haut standard de vie, un des meilleurs systèmes éducationnels et ce que l'on est convenu d'appeler la démocratie la plus perfectionnée de toutes les Républiques Latines. En 1932, Gabriel Terra, socialiste et démocrate devenait Président; l'Uruguay est peut-être appelé à jouer un rôle important dans les affaires de l'Amérique du Sud parce qu'il remplit non seulement la fonction d'état tampon coincé entre deux impérialismes, mais aussi celle de centre des relations internationales. L'Uruguay est un peu comme la Suisse du Nouveau-Monde.

De 1811 à 1828, neuf colonies ont obtenu leur indépendance. Une autre devait les rejoindre beaucoup plus tard au stade de la République et c'est le Brésil. On a vu précédemment que c'est en l'an de grâce 1500 que Pedro Alvares Cabral aborda sur la côte de l'Amérique du Sud et nomma le pays qu'il découvrit: Terra de Vera Cruz. Ce nom fut plus tard changé en celui de Terra de Santa Cruz, et devint finalement Brésil, du nom d'un bois rouge connu sur les marchés européens.

C'était à l'époque des Grandes Découvertes, et l'on trouvait le Brésil bien pauvre à côté des richesses des Indes; cependant, après avoir "oublié" ce pays pendant de longues années, le Portugal décida de lui appliquer le régime colonial des "capitanias". Pernambuco et São Vincente se développèrent ainsi et devinrent les cen-

tres de colonisation de la succursale portugaise. En 1549, la monarchie du Portugal s'étendait sur tout le Brésil, mais c'est peu à peu, par conquête, acquisition ou autrement, que le gouvernement réussit à contrôler toutes les capitaniaes soit en les rachetant ou en immobilisant. Ce système, qui ressemblait aux concessions de fiefs par la Couronne à des nobles, nuisait beaucoup à l'unité politique mais était peut-être la forme idéale pour un début.

Le Brésil prenait toutefois de l'importance aux yeux des Européens; en effet, on se battait pour sa possession, et en Europe, les guerres sont tellement rares qu'elles laissent toujours supposer une cause importante.

Des Français venaient chercher noise aux Portugais; Nicolas Durand, de Villégaignon, un protégé du roi Henri II et de l'amiral Coligny fonda en terre brésilienne la colonie de l'Antarctique Française, ce qui poussa le gouverneur portugais Mem de Sá à jeter les bases de Rio de Janeiro.

Durant de longues années, le Brésil fut disputé par des intérêts portugais, français, anglais et hollandais; et ce fut le Cycle de l'or, celui des diamants, qui amenèrent l'organisation de la capitania de Minas Gerais et des lois abusives de la part de la métropole. Le mécontentement populaire grondait un peu partout, et au milieu du XVIIIe siècle apparut la Inconfidência Mineira, première manifestation pour l'indépendance. Les conspirateurs furent l'objet de cruels représailles et Silva Xavier, martyr de la cause, devint le symbole de la libération.

La métropole avait peine à maintenir une autorité quelconque dans cette vaste colonie aussi en vint-elle à la création de deux capitales, Baía au nord et Rio de Janeiro au sud, en plus de l'Etat de Maranhão sous contrôle direct de Portugal. Le pays était livré à l'exploitation effrénée et l'on ne semblait le considérer que comme un immense réservoir. Les Jésuites continuaient cependant leur œuvre d'évangélisation et de civilisation, et jusqu'à ce que le Marquis de Pombal les eût expulsés de la colonie.

En 1762, le gouverneur de Rio, Gomes Freire de Andrade, comte de Bobadella, fut nommé vice-roi du Brésil, et Rio devint la capitale de façon définitive. La vice-royauté fut une période prospère et marqua une grande évolution de l'éducation et des idées. L'indépendance commençait à poindre, favorisée par la difficulté des communications à l'intérieur et le manque de capitaux portugais investis dans la colonie.

C'est à l'histoire mondiale qu'appartient la fuite du Prince Régent du Portugal, Jean, qui refusa de se joindre au bloc continental en guerre contre l'Angleterre; la marine britannique protégea la royale fuite, et fin de novembre 1806, le Prince arrivait au Brésil. C'était l'indépendance pour la colonie, puisque le Prince Jean déclara Rio: "capitale du Royaume-Uni de Portugal, Brésil et des Algarves". L'influence du Régent fut immense et il apportait en terre américaine les fruits d'une civilisation européenne séculaire et perfectionnée. Sa femme, la reine Carlota Joaquina, de descendance espagnole, lui imposa cependant des idées dangereuses "pour la sécurité de l'Etat", et l'on sait que l'Etat y perdit en effet... ses liens de colonie.

C'est alors que l'on fut témoin d'un spectacle probablement unique dans l'histoire: celui d'une colonie où son Prince a cherché refuge, et qui réussit à mater la métropole. En 1820, le Portugal s'était donné un régime constitutionnel, et le nouveau gouvernement voulait rétablir sa puissance perdue en Amérique. Il ordonna donc de rétablir à qui de droit les territoires acquis par droit de conquête, dont la province de Caplatina, (Banda Oriental et futur Uruguay); le roi élu, Jean VI, devait retourner au Portugal et laisser en Amérique son fils Pedro. Le Prince Régent refusa de retourner en Europe quand on le somma d'aller parfaire son éducation royale, et le 7 septembre 1822, au cours d'un voyage, il proclama l'indépendance du Brésil et fut acclamé comme Empereur.

José Bonifácio, le Patriarche de l'indépendance, venait de réussir l'oeuvre de toute sa vie, car le Portugal ne pouvait s'opposer efficacement au nouvel état de fait. Et ce fut ensuite le départ de Pedro pour le Portugal, la Régence, le règne de Pedro II, des troubles intérieurs, et avec l'abolition de l'esclavage en mai 1888, l'avènement de la République, le 15 novembre 1889. Un parti militaire prenait le pouvoir dirigé par le Maréchal Deodoro da Fonseca. Le 24 février 1891, l'Assemblée Constituante promulgua la nouvelle constitution et nomma le Maréchal da Fonseca premier Président.

De nombreuses querelles politiques, les différends avec l'Uruguay et le Paraguay, la question de la succession de Pedro II devant aller à Isabelle mariée à un prince français de la Maison d'Orléans... tous ces événements hâtèrent la venue de la République. C'est ainsi qu'un grand vieillard quitta son empire sans que personne ne vint lui dire adieu. C'était un roi de plus sur le chemin de l'exil.

Le Brésil est en progrès constant depuis le début du siècle et ses tendances politiques sont marquées surtout par une lutte entre le pouvoir central et les provinces. L'équilibre commercial semble établi depuis plusieurs années et cette colonie venue la dernière sur la scène des démocraties sud-américaines y occupe une place de choix, digne de toute son histoire.

Marcel ROUSSIN

Faites votre devoir:
enrôlez-vous!

Si ceux-là pouvaient voter...

LES MOTS JUSTES

Nous les trouvons, lundi matin, dans MONTREAL-MATIN qui consacre un éditorial à Hitler, maintenant âgé de 53 ans. Le titre est simple: "L'anniversaire d'un tyran". C'est tout à fait cela, mais combien l'oublier et combien travailler à le faire oublier.

Nous les retrouvons aussi dans une déclaration qu'on ferait bien de lire attentivement:

"Hé quoi, disait-il n'y a pas si longtemps S. E. le cardinal Villeneuve, en parlant du même Hitler, voilà qu'un potentat persécuteur et sacrilège a déclaré la guerre la plus sanglante qu'on ait jamais imaginée, voilà qu'il oublie des prescriptions divines, sourd aux objurgations du Père commun de la chrétienté, et au mépris des règles fondamentales de la justice entre les peuples, il a envahi de ses bataillons de fer les vastes territoires des nations voisines, qu'il a mis les pays à feu et à sang, qu'il a écrasé comme de viles bestioles non seulement de vaillantes armées accourues protéger leur sol ou celui des peuples opprimés, mais les ci-

vis eux-mêmes, des femmes, des vieillards, des enfants, lancés errants et hagards sur les routes de l'exil ou de la détresse; voilà que par une propagande astucieuse il cherche à empoisonner l'opinion mondiale; voilà que ses doctrines de force brutale et d'égoïsme sacré lui assurent le concours des puissants jaloux et ambitieux; voilà qu'ils proclament, lui et les siens, ne vouloir rien moins que dominer la terre entière, y écraser la vie et l'histoire, y détruire jusqu'au souvenir des institutions chrétiennes; et il se trouverait des esprits pour hésiter à porter un jugement, pour douter de quel côté doit pencher la balance de nos sympathies et de nos efforts; il se trouverait des cerveaux assez rétrécis pour se limiter à l'examen des points de détail et à des horizons tout bornés, et qui s'escriment à partager dans un équilibre mental aussi peu stable qu'injuste les fautes et les crimes de chacun, et à vouloir profiter de l'écrasement qu'ils souhaitent pour l'avancement de sordides intérêts, d'un nationalisme brouillon ou d'une politique aveuglée!"

L'Alliance Nationale et ses Progrès

L'Alliance Nationale a réalisé d'intéressants progrès au cours de l'année 1941 et malgré les temps difficiles que nous traversons, elle se maintient dans une excellente situation financière. Le rapport officiel que nous publions aujourd'hui l'atteste clairement.

Comme on le sait, sans doute, cette société possède trois caisses différentes, savoir: la caisse d'assurance-vie, la caisse de maladie et la caisse d'assurance-juvénile. Dans chaque cas, l'Alliance Nationale offre à ses assurés non seulement les garanties des réserves statutaires exigées par les gouvernements et leurs départements d'assurance mais elle offre encore comme garanties supplémentaires à ses assurés, des surplus et des réserves additionnelles qui en font une des corporations les plus intéressantes de notre province.



M. Georges MONET, secrétaire général de l'Alliance Nationale.



LE Dr. HECTOR CYPHIOT, M.D., président et directeur général de l'Alliance Nationale. (Canadian Newspaper Service).

Malgré la guerre, les recettes de l'Alliance Nationale ont continué d'augmenter ainsi que le nombre de ses contrats d'assurance. Sans doute, le public réalise aujourd'hui mieux que jamais l'importance de l'assurance-vie. Il a raison de le faire parce que c'est son intérêt et au surplus parce que nos compagnies et nos sociétés d'assurance-vie font honneur à leurs obligations et continuent d'aider et de protéger les assurés et leurs familles.

L'Alliance Nationale jouit aujourd'hui plus que jamais de la confiance de ses membres et du public. On peut juger de cette popularité par le fait que le total de ses assurances en vigueur passa de \$5,987,500 en 1899 à \$21,048,491 en 1941, soit au début du dernier conflit, puis atteignit \$35,700,000 au commencement de la présente guerre et \$43,370,000 à la fin de l'an dernier.

Depuis sa fondation jusqu'à 1942, l'Alliance Nationale a payé la somme énorme de \$20,000,000 à ses assurés et à leurs bénéficiaires. Aussi, se trouve-t-elle très à l'aise pour continuer de faire bénéficier ses assurés actuels des indemnités et des profits qu'elle a payés fidèlement aux anciens pendant CINQUANTE ANS.

Gratitude de France Forever

La Commission Politique de FRANCE FOREVER, interprète du sentiment des Français Libres, exprime sa gratitude au gouvernement des Etats-Unis pour avoir marqué avec tant de netteté et tant de force la position de la démocratie américaine, conforme à celle des nations unies, au regard du peuple français.

Au moment où, sous la pression d'Hitler, Laval entre dans le gouvernement du Maréchal Pétain, entouré par la haine et le mépris unanime de la nation française, France Forever adjure les Français d'Amérique de s'unir étroitement pour appuyer de tout leur effort le Général de Gaulle, ses héroïques soldats et tous ceux qui, sous la botte de l'opresseur, vont continuer avec une énergie accrue leur lutte tenace contre l'ennemi de leur Patrie et ses valets de Vichy.

Qui voulez-vous au pouvoir?

Mackenzie King...ou ses ennemis

IL FAUT CHOISIR

"En qui aurez-vous confiance?"

"Si, en ce moment critique entre tous, vous ne voulez pas faire confiance au gouvernement et à votre parlement et si vous ne voulez pas croire qu'ils ne feront que ce qui est seulement dans l'intérêt du pays, dites-moi en qui vous mettrez votre confiance?"

l'hon. M. Mackenzie King
à la radio, 7 avril 1942.

- POUR** que M. King ne soit pas brusquement privé de notre appui au bénéfice de ses ennemis... et des nôtres;
- POUR** que, fort de notre soutien moral, il soit en mesure d'adopter les décisions qu'il jugera nécessaires à notre défense, aux exigences du moment et à la victoire commune;
- POUR** que le Canada, collaborant en associé puissant à l'oeuvre de guerre des Nations Unies, jouisse au même titre des avantages de la paix;
- POUR** que la province de Québec, oubliant même ses griefs légitimes pour servir le bien supérieur de la nation, commande le respect de tous les alliés;
- POUR** que trois siècles de labeurs et de traditions ne soient pas effacés par un seul acte impulsif mais soient couronnés, au contraire, par une attitude courageuse et réfléchie à l'heure la plus grave de notre histoire;
- POUR** nos familles, nos enfants, nos libertés acquises;
- POUR** l'avenir et l'honneur du Canada français

Il faut voter "OUI"

le 27 avril

L'entourage du bougnat

par MILES

New York, le 23 avril 1942.
Laval, dans ses déclarations radio-diffusées attaque violemment l'Angleterre — et l'Amérique — mais sa censure supprime le passage sur l'Amérique (La "provocation" de Washington) dans les dépêches... vers l'Amérique: Il ne sait pas encore l'étendue du terrain qu'il a perdu de ce côté-ci de l'Océan...
Alors, à tout hasard, il va tenter l'"apaisement" des Etats-Unis aussi longtemps que cela pourra durer: sur ses instructions son gendre, René de Chambrun a déjà adressé plus de 200 télégrammes à ses amis d'Amérique pour leur dire que son beau-père est un grand ami des Etats-Unis!
S'il y a encore dans le monde des gens ou même des officiels gouvernementaux que de telles explications rassurent, s'en est à désespérer de l'intelligence humaine. Heureusement, j'en suis sûr, l'Amérique a compris!

Dans son désir de ne pas brusquer les choses et de profiter le plus longtemps possible de l'équivoque sur laquelle a reposé et fonctionne le gouvernement de Vichy, Monsieur Pierre Laval a fait appeler pour compléter son gouvernement, quelques personnalités rassurantes dont les noms même ont longtemps été les synonymes de la courtoisie et de la modération.

Au premier rang de ceux-ci il faut citer le nouveau ministre des finances, Pierre Cathala, avocat à la Cour de Paris ancien ministre (en particulier de l'agriculture et de l'intérieur) qui doit toute sa fortune politique à l'amitié et à la confiance de Laval.

Si Cathala se trouve placé à la tête du ministère des finances, département pour lequel il ne possède aucune aptitude ou connaissance spéciale, c'est certainement pour permettre à son chef de l'employer à de toutes autres besognes, plus conformes à ses possibilités, et où il emploiera son amabilité souriante au mieux des intérêts de son déplaçant patron.

En effet, les finances de la France sont réduites à leur plus simple expression: Le pays n'a plus de capital, étant entre les mains du vainqueur: il n'a plus non plus de revenus ayant une proportion quelconque avec ses dépenses: Le ministre des finances pourrait être un contre-maître de la Monnaie faisant marcher à toute allure la planche à graver les billets de banque pour payer l'indemnité journalière d'occupation et les salaires des fonctionnaires.

Pierre Cathala aura donc des loisirs: Il les utilisera comme autrefois lorsqu'il était ministre de la République, pour rendre à Pierre Laval les services multiples que l'on attend d'ordinaire d'un aide de camp ou d'un bon chef de publicité.

Voulez-vous un exemple de sa manière de faire: Lorsque Pierre Laval, ministre des affaires étrangères décide de marier sa fille avec le jeune avocat sans fortune, mais vaguement titré, qu'était René Pineton de Chambrun, il eut vent, quelques semaines avant la cérémonie, de ce que des incidents fâcheux étaient à redouter: En effet, certains communistes et socialistes, trouvant ridicules et déplacés les efforts de leur ancien camarade révolutionnaire Pierre Laval, qu'ils appelaient "le renégat" pour marier sa fille "dans le monde" avaient décidé de troubler le mariage par des quolibets, des boules pointues, des cris d'animaux et autres plaisanteries dont le mauvais goût eût consterné l'orgueilleuse famille de Chambrun.

Pierre Cathala, qui était ministre, apprit que les communistes devaient quelques jours plus tard célébrer leur fête annuelle dans un emplacement de la forêt de Senart qui servait toujours à cet effet: Il leur fit savoir brusquement, 15 jours à l'avance, que la police interdirait cette année-là la tenue d'une cérémonie quelconque dans la forêt de Senart.

Les délégués organisateurs se ruèrent vers le bureau ministériel de Cathala et se plaignirent amèrement de cette mesure arbitraire et injustifiée puisqu'il n'y avait jamais eu d'incidents.

Pierre Cathala, ne leur proposa pas de marcher... mais il leur fit comprendre que si le mariage de la petite José Laval se passait dans toute la tranquillité voulue, il y avait au moins 100 chances sur 100 pour que l'interdiction d'utiliser la forêt de Senart fut levée pour la fête communiste.

Le mariage fut donc célébré dans le recueillement et la "gardent party" qui suivit dans les jardins du ministère des affaires

étrangères fut tout à fait réussie. Le côté de Chambrun ne trouvant à redire qu'à l'aspect du beau-père et de la belle-mère Laval, lesquels évoquaient un peu trop pour les nobiliaux, un couple en dînant de marchands de marrons — mais cela, c'était inévitable.

Les communistes pendant ce temps, non seulement s'abstinrent de toute manifestation, mais encore firent une garde beaucoup plus active et intelligente que n'aurait pu le faire la police, pour empêcher les socialistes d'approcher et de troubler cette jolte fête d'efamille: Ils tenaient à leur forêt, et ils l'eurent!

Ce qui nous porte à croire que c'est surtout comme adjoint au ministre de l'intérieur (poste que s'est réservé Laval) que sera utilisé Cathala, c'est le choix du sous-secrétaire d'Etat à la police en la personne du jeune René Bousquet.

Celui-ci qui doit avoir à peine 34 ans, était avant la guerre sous-préfet et se trouvait jusqu'à ces derniers temps préfet de la Haute Marne; doux et paisible d'aspect, c'est un ancien chef du cabinet de Cathala auprès duquel il jouait un rôle équivalent à celui que Cathala lui-même remplissait auprès de Pierre Laval. On attendait pour ce poste une quelconque brute, genre Doriot; il n'est pas défendu de croire que cette brute agira, qu'elle sera l'un des sous-ordres policiers dont on ne donnera pas le nom mais qui sera le véritable maître: et qu'à toutes les réclamations et les plaintes on opposera les mots apaisants et les gentillesse de cour de l'aimable Cathala ou du petit Bousquet.

L'un des autres personnages que l'on dit rassurants mais qui ne le sont pas, lorsqu'on les examine d'un peu près, c'est Jacques Guérard, qui devient l'un des 4 sous-secrétaires d'Etat attachés à Pierre Laval.

"Voyez", diront les représentants de Vichy, "Voilà encore un des grands fonctionnaires non politiques de la République que l'on appelle à un poste gouvernemental. Jeune, intelligent, ancien inspecteur des finances, n'est-ce pas une garantie de notre modération et de notre bon vouloir!"

Malheureusement pour cette explication, on a déjà vu le jeune Guérard à l'oeuvre, car il était jusqu'à fin septembre 1940 le chef de Cabinet du ministre des affaires étrangères Baudouin.

Tout le monde à ce moment prenait Guérard pour un esprit généreux et libéral: Envoyé par la République en 1937 comme conseil financier auprès du Schah de Perse, il était revenu en France et avait sollicité du gouvernement de Daladier sa nomination comme chef de la Banque des Règlements Internationaux à Bâle.

N'ayant pas pu obtenir ce poste, il devint directeur de la grande compagnie d'assurance: La Préserve, dont il nomma immédiatement comme avocat son meilleur ami l'Israélite Léon Netter.

On fut donc plus surpris de le voir, comme chef de cabinet de Baudouin, ministre des affaires étrangères, prendre la direction des mouvements anti-britanniques et antisémites; on affirme qu'il rédigea les plus violentes diatribes que prononça Monsieur Baudouin contre les Anglais; Guérard se mit à dos en quelques semaines tout le ministère des affaires étrangères parce qu'il accablait de son mépris d'inspecteur des finances les fonctionnaires de la Carrière diplomatique.

Aujourd'hui Daladier étant en prison et Léon Netter jeté dans un camp de concentration, Jacques Guérard revient au pouvoir: il ne nous saura aucun gré d'avoir rappelé ni la soupléssse de ses démarches ni l'étalage de ses amitiés d'autrefois.

MILES

Conversation de table

LE VIN ET L'ALCOOL — LES LOIS SOMPTUAIRES

par Louis P. De Gouy

Il faut vivre avant d'être heureux de peur de mourir sans avoir ri. — La Bruyère.

ROME — Nous arrivons maintenant à un point de l'histoire où le cynisme ouvert, le profitisme peu scrupuleux, la politique sans pitié et implacable, ainsi que le brutal égoïsme entre dans le "business" des lois somptuaires. Le Gouvernement romain, comme d'ailleurs beaucoup d'autres, à cette époque, avait besoin d'argent. Tous les moyens devaient être cherchés pour redonner à l'échiquier consumptif un nouveau bail de vie. Après quelques guerres successives, lorsque le commerce avec le monde extérieur fut rétabli et que Rome eut rejeté son manteau de provincial, quelques moralistes firent une campagne excessive, et des réformistes égoïstes commencèrent une campagne journalistique à outrance contre les poulx gras de Grèce, les sauteuses délicatement épicées à l'ail provenant d'Ephèse, les cerises de Pontus, les harengs fumés d'Alexandrie et les huîtres d'Angleterre, le tout "importé pour corrompre le bon moral du peuple romain".

Des politiciens sans scrupules surent saisir promptement cette occasion et en profiter pour se raccommoier avec leurs électeurs, et pour faire établir un tarif prohibitif sur ces bonnes choses. Mais ni le tarif, ni toutes les critiques de Rome empêchèrent les bons romains de se régaler en catimini de ces "délicatesses". De fait, plus éclatantes plus bruyantes étaient la campagne de la presse au pouvoir ainsi que les discours contre ces "foreign libbits" plus grande en était la demande. La foule s'alignait devant les charcuteries, au point de ressembler à de petites émeutes. Les politiciens et réformateurs étaient perplexes; ils se demandaient d'où viendrait leurs salaires, leurs pots de vins, si le peuple dépensait son argent ainsi en manger et en boire jusqu'à satiété.

Ce vieux roué Apicius, par exemple, dépensait son immense fortune pour sa table, pour ces choses importées, très-mauvaises pour ces pauvres matadors réformateurs, en public, bien entendu, mais assez renard pour s'en délecter en privé, et ce pauvre Apicius, lorsqu'il n'eut plus que la bagatelle de deux millions de sesterces en banque se tua, craignant la misère, la pauvreté. Un tel état de choses ne pouvait durer, ne devait pas exister; de là ce cri famillier: "NOUS DEVRIONS FAIRE UNE LOI!"

D'abord, régularisons le nombre d'invités, dit un de ces puritains farouches; alors la fameuse loi d'Orchian, "les Orchia" fut tout d'abord créée. Elle ne fut pas couronnée de succès; elle ne répondait pas à ce que "ces braves" législateurs espéraient. Alors la loi Fannian, "Lex Fannia", réglant le maximum de dépenses pour un dîner ordinaire ou de jour de fête fut ajoutée à la loi Orchia. Elle défendait d'avoir plus de cinq invités les trois jours de marche et pas plus de trois les autres jours. Elle défendait de servir du poulet sous aucune forme et à aucun repas, et qu'elle ne fut pas une poule, et qu'elle ne fût pas engraisée. Notez la perfide diabolique de cette invention paradant sous le couvert de lois sacrées!

La poule, si utile avec ses œufs était sacrifiée, et le coq un pro-

ductif était engraisé pour le reste de ses jours, et ce, de par la loi, il recevait l'immunité du couteau du boucher!

ARRIVE LE "BOOTLEGGERS" DE VOLAILLES. — La loi Fannian (lex Fannia) mit les vétérinaires à penser comment détourner une loi "si injuste, et si réussirent à transformer un coq en capon par le truchement du chirurgien. Les capons naturellement engraisèrent sans enfreindre la loi, et devinrent la rage. N'étant ni poule, ni coq, ils eurent un immense succès et bien entendu, une très grande demande. Il était tout à fait saut d'en manger "within the law".

AYONS ENCORE PLUS DE LOIS! — La loi Fannian (lex Fannia) étant un pouf, les réformateurs, les matadors, eurent alors plus de raisons et d'activités. Le besoin de lois plus rigides fut mégaophoné dans toutes les directions et c'est ainsi que fut créée la loi Dixidia, étendant ses tentacules sur l'Italie, alors que la loi Fannia n'était applicable qu'à Rome seulement.

En l'an 107 B.C., la loi Licina (lex Licina) suivit. Elle fixait à nouveau les dépenses des repas, et limitait la nourriture individuelle; plus tard, Sulla, créa la loi Cornelia (lex Cornelia), plaçant la limite à trois sesterces pour les dépenses de la table pendant les jours ordinaires, mais accordait trente sesterces pour les Nones, les Ides et les Calendes, ainsi que pour les fêtes reconnues par les lois impériales. Une taxe très élevée et prohibitive frappait les mets fins que les gourmets désiraient plus particulièrement. Mais, lui, Sulla, auteur de cette loi, la violait.

Sous Lucullus, la façon de vivre était des plus luxueuses, d'où ces lois somptuaires. Mais, demandez-vous: Est-ce que les lois augmentèrent en raison de la haute vie, ou bien est-ce que le raffinement de la table augmenta en raison de ces multiples lois? Cette énigme anti-que ne pourra jamais être résolue, mais, à moins que nous puissions analyser notre dernière loi somptuaire — le "moonshine law".

INSUCCES! INSUCCES! TOUJOURS INSUCCES! Tous ces efforts pour forcer le peuple à manger et à boire, ce qui lui était dicté par ces "Wolfscadistes" de l'époque n'obtinrent aucun succès, d'abord par suite que les créateurs de ces lois étaient injustes et ingéles. Un peu après 79 B.C. la loi Emillia fut créée pour non seulement régler les prix des denrées et des boissons, mais également pour dicter, imposer, le genre d'aliments ou le genre de boissons que le peuple devait acheter ainsi que la manière de leurs préparations. Cette loi ainsi que la loi Antia (lex Antia) qui la suivit de près, ne put être observée. Ces bonnes âmes de réformateurs, de dictateurs du ventre, lassés de constater que leurs lois chéries, ainsi que leurs décrets égoïstes n'étaient pas obéis, relâchèrent leurs efforts jusqu'à l'arrivée de Jules César. Sa loi (Lex Julia) ou loi Julienne réglait le maximum des dépenses à 200 sesterces pour les jours ordinaires et à 300 pour les jours fériés.

(A suivre)

WOODHOUSE



MAGNIFIQUE MOBILIER CHESTERFIELD
TROIS ARTICLES

Construction entièrement à ressorts. Coussins ballon. Bois artistiquement sculpté. Bien rembourré et recouvert de velours fantaisie. Un très beau mobilier à un prix fort attrayant.

\$129.00



\$36.95

MOBILIER À DÉJEUNER

6 articles à dessin cascade moderne

Mobilier à déjeuner, 6 articles, dessin cascade moderne — exactement comme l'illustration — comprenant: grand buffet avec tiroir dissimulé pour la cutellerie, un placard à porte vitrée et un grand tiroir à toile. Table à rallonge automatique et 4 chaises de solide construction. Fini naturel et rouge.

LESSIVEUSE ÉLECTRIQUE

COFFIELD

Avec une lessiveuse Coffield, les jours de lessive deviennent des plus agréables. Modèle A DeLux d'une beauté éblouissante.

- Nouvelle essoreuse Lovell avec indicateur de pression.
- Zone à sédiments avec gyrateur en saillie.
- Tuyau d'écoulement mobile, très commode et à l'épreuve des fuites.
- Cuve en porcelaine blanche.
- Contenance de 7 à 9 livres.
- Tension de courroie automatique protégeant le moteur.

Entièrement garantie pour un an par Coffield Washer — Co. of Canada, Ltd. —

\$129.50

WOODHOUSE & CO., Limited

105 rue Ste-Catherine O.

Drummondville 147 Lindsay	Sherbrooke 113 A rue King	Québec 66 rue de la Couronne	Shawinigan Falls 99 Dixie Avenue	Saint-Jérôme 234 - 236 rue Saint-Georges	Saint-Hyacinthe 25 Saint-François	Campbellton N.B.	Rimouski 134 Saint-Germain
---------------------------------	---------------------------------	------------------------------------	--	--	---	---------------------	----------------------------------

GRANBY: 134, RUE PRINCIPALE

SARCLURES

Reconnaissons "réaliser".
"Réaliser (ré) v.t. (du latin *realis*, réel). Rendre réel et effectif : réaliser ses promesses. Réaliser sa fortune, la convertir en espèces. ABUSIVEMENT : se rendre compte..." (Petit Larousse)

"REALIZE (to) — Concevoir, saisir, comprendre, admettre, reconnaître une chose, s'en rendre compte, avoir conscience de quelque chose, et non réaliser. (Pour être assez courant en France, ce sens du verbe *réaliser* n'en constitue pas moins un anglicisme)." (Léon Lorrain, *Les Étrangers dans la Cité*.)

"Quelques écrivains emploient *réaliser* avec le sens de l'anglais *to realize*, mais seulement avec un substantif comme complément. André Gide dit que le français a besoin de cette signification. Léon Clédard, philologue, l'approuve. Et les auteurs des *Soirées du Grand-maître* (J. Boulenger et André Thérive) soutiennent que *réaliser*, bien loin d'être un anglicisme, est un archaïsme et que c'est *to realize* qui est un gallicisme". (Glossaire du parler français au Canada, 1930.)

Cela ne me soucie guère, mais je crois *réaliser* qu'il n'y a pas unanimité des opinions! Comme on dit chez nos voisins : "yo' pays your nickel, an' yo' takes your choice."

Je ne saurais dire toute l'admiration que je ressens pour le merveilleux *Glossaire du parler français au Canada*, où je puisais ces cinq exemples de vrai canayen, pur, touchant, naturel — français :

Je suis en *cherche* d'une servante (Berry, Nivernais, Normand);

Il la voiture (Bourgogne, Hainaut, Orléans), j'entends les *guerlots* (Bas-Maine, Bretagne, Picardie);

Viens pas m'dire ça (Lyonnais);

L'argent *dure* est faite pour rouler (Anjou, Bourbonnais);

Il prit son *paqueton* et tout son *drigail* et fricassa le camp (le P. Potier, au Québec, en 1744).

Candeurs d'avant-guerre :

"M. Ixe revient d'un long voyage en Europe où il a visité la France, l'Italie, la Suisse, la Belgique et l'Angleterre. Au cours de son passage en Italie, M. Ixe a eu l'honneur d'avoir (avoir l'honneur d'avoir!) une entrevue privée avec Sa Sainteté Pie XI, ce qui n'est pas peu dire, puisque les entrevues privées avec le pape ne sont accordées qu'aux personnages royaux et qu'aux (écho...) hommes d'état les plus éminents."

"(...) A la fête qui lui fut offerte ainsi qu'à son épouse et à sa fille également de retour d'Europe, M. Ixe a bien voulu communiquer quelques impressions de son voyage. Après avoir déclaré au début que les deux principales choses qu'il a remarquées là-bas étaient LE PANORAMA D'UNE ARCHITECTURE DU MOYEN-ÂGE ET L'ATTITUDE DES EUROPÉENS ENVERS LES ÉTRANGERS (...) permettez-moi, dit alors M. Ixe, en entrant dans le vif de son sujet, en vous donnant mes impressions, de ne pas vous décrire les pays que j'ai visités (...) D'ailleurs, la plupart des édifices de ce pays sont des copies à peu près semblables de l'architecture européenne."

"M. Ixe parle alors de Paris qui, dit-il (*ritiditi*...), est par ELLE-MÊME une petite France. Elle est divisée en deux parties que l'on appelle le Paris des Étrangers et le Paris de la bourgeoisie (*après ça, vraiment, il faudrait tirer l'échelle*).

"M. Ixe parle alors longuement de la politesse des Français, de leurs habitudes et de leurs mœurs, pour dire quelques mots sur l'Italie (?). Les arts sont florissants

en Italie, déclare M. Ixe, et, quand on laisse les Italiens, on garde l'impression d'une beauté manifestée dans l'interprétation de leur art (monieur Taine, vous n'avez pas pensé à celle-là).

"Puis, après avoir simplement dit qu'il avait eu une entrevue privée avec le pape, M. Ixe raconte brièvement ses impressions sur la Suisse, la Belgique et l'Angleterre (...) Aucun monument en Europe ne fait un appel aux émotions comme celui de la statue de la Liberté, quand on la voit..."

Pour un grand reportage, messieurs-dames, c'est un grand reportage!

Un monsieur qui est joliment ferré sur les problèmes de la langue parlée ou écrite s'est donné la peine de me communiquer des notes précieuses au sujet de certaines arguties à laquelle les plus maîtres de soi ne songent qu'en frissonnant.

Ce qui suit n'étant pas de mon cru, je puis sans fatuité inviter mes lecteurs à aller qu'ils leurs ciseaux :

"Même en ces heures troublées que nous vivons, il se trouve encore des personnes qui s'intéressent aux problèmes de la langue parlée ou écrite et qui éprouvent une réelle angoisse en face de certaines subtilités de la grammaire, de l'orthographe et de la typographie. C'est ainsi que l'on a vu tout dernièrement deux journalistes entreprendre une enquête sur la question suivante : Faut-il, oui ou non, accentuer les majuscules en français ?

"D'aucuns se sont empressés de répondre de façon catégorique : "Oui, il faut des accents aux majuscules". D'autres ont prétendu que non.

"N'y aurait-il pas lieu plutôt de distinguer ? Ici comme ailleurs, la vérité ne se trouverait-elle pas entre les deux extrêmes ?

"En effet, voici les règles que semble avoir fixées le bon usage en France :

1 — Le E majuscule prend tous les accents : accent aigu, accent grave, accent circonflexe.

2 — Le I majuscule prend le tréma.

3 — Le O majuscule prend aussi le tréma, ainsi que le U majuscule.

4 — Le C majuscule prend la cédille, le cas échéant.

"Par contre :

1 — Le A majuscule ne prend aucun accent.

2 — Le I majuscule ne prend pas l'accent circonflexe.

3 — Le O majuscule ne prend pas non plus l'accent circonflexe.

4 — Le U majuscule ne prend ni l'accent circonflexe ni l'accent grave.

"Pour vérifier l'exactitude de ces règles, il n'est rien comme de se rendre compte par soi-même de l'usage suivi par les bons imprimeurs et les bonnes maisons d'édition" (...)

Et après de nombreuses et savantes citations, mon aimable collaborateur conclut :

"Dernier document et non le moindre, le catalogue volumineux de MM. Deberny et Peignot, les plus grands fondeurs de caractères en France. On y trouve tous les accents voulus sur les E majuscules, des trémas sur les I, les O et les U majuscules, des C majuscules avec cédille, mais aucun A majuscule avec accent d'aucune sorte, aucun I majuscule avec accent circonflexe, aucun U majuscule avec accent circonflexe ou accent grave."

"N'en voilà-t-il pas plus qu'il n'en faut pour confirmer les règles énoncées au début de cette lettre ?

"Un quidam s'amène avec le *Petit Larousse illustré* et l'étale comme souveraine objection. Bien! Mais les dictionnaires sont des travaux d'exception, des livres tout à fait spéciaux. Beau dommage qu'ils accentuent toutes les lettres, majuscules comme minuscules, qui demandent à l'être. Leur but exprès est de nous donner les mots avec toutes leurs particularités, et, à cette fin, ils sacrifient sans merci l'art et l'esthétique, coiffant d'énormes accents circonflexes certains A majuscules. Et ce serait un crime pour eux d'en agir autrement, puisqu'ils nous induiraient en erreur. Mais les dictionnaires bien faits n'écrivent plus leurs mots en majuscules. Voir le *Larousse du XX^e siècle*.

"Ainsi donc, tant que nous ne compilerons pas de dictionnaires, sachons nous en tenir aux usages des imprimés courants de bonne tenue."

(à suivre)

Paul MORIN

Errata du 16 avril : 3e alinéa, superfluités et non superfluités; 6e alinéa, et cent autres et non : et cent autres; épine et non : épine; chute et non : chute; 7e alinéa, que l'on ne goûte et non que l'on n'y goûte.

Entrez dans la bataille ! — Enrôlez-vous !

Chronique des Livres

La France Trahie: PIERRE LAVAL

par Henry Torrès

Un homme en France, Pierre Laval, a lié assez nettement sa politique à celle d'Hitler, a donné assez de preuves, qu'il n'était capable que du pire, pour qu'à la seule mention de son retour au pouvoir l'Amérique parle de rompre avec Vichy et les cours baissent à Wall-Street. Son nom porte tant d'opprobre que les Pétiéristes fervents ne trouvaient pas au Maréchal de gloire plus haute que celle de l'avoir momentanément chassé.

M. Henry Torrès concluant il y a un an le réquisitoire qu'il avait écrit contre lui, prévenait que désormais "le traître n'allait plus être aux mains des Allemands qu'un valet tenu en réserve."

Aujourd'hui que bien serré en brides par les nazis, le valet fait de nouveau figure de maître, il est indispensable d'apprendre par l'histoire de sa vie qu'il a pris dans une longue pratique de la trahison l'habitude de ne reculer devant aucun crime.

Né à Chateldon, en Auvergne, il y a 59 ans d'une brave femme et d'un cabaretier local, ayant appris sans goût, mais avec acharnement, dans des livres dont il prendra l'horreur, le minimum nécessaire pour être envoyé de l'école communale au collège et du collège à la faculté de droit, Laval s'était déjà fait la main aux affaires en exploitant à son profit ses collègues répétiteurs de Lycée, lorsqu'il entra dans la politique et s'inscrivit au barreau.

C'est le destin naturel des partis de gauche de grouper avec de grands idéalistes et des réalistes généreux, des ambitieux forcés qui vendront plus tard leur popularité aux clans de réaction les plus féroces. Se présentant sur la liste socialiste aux élections de 1914, Laval annonçait lui-même dans un de ses premiers discours : "La bourgeoisie n'a plus d'hommes, elle est obligée d'aller les chercher dans la poubelle ou le parti socialiste jette ses débris."

La guerre apportera toujours à Laval l'occasion de déployer son génie particulier. Député, membre de la minorité socialiste défaitiste, embusqué, il a des varices, il est en 1914 inscrit comme suspect au fameux carnet "B". "Il tient, disait sa fiche au deuxième bureau militaire, des propos qui ne sont pas d'un bon Français." Il accuse les Alliés d'être responsables de la guerre. Il répand contre le Président de la République le sobriquet "Poincaré-la-guerre". Il menace, déjà ! le gouvernement d'une révolution s'il ne conclut pas une paix prématurée.

Clémenceau au pouvoir, Laval prend peur. L'inflexible Mandel chargé de l'ordre intérieur a besoin d'un mouchard dans les milieux défaitistes. Laval se vend, échappant ainsi au sort de ses amis du "pays" et du "Bonnet rouge".

Les élections "bleu horizon" de 1919 l'écarte pour 4 ans du Parlement. Mais un appétit d'argent qui lui est venu peut-être en vendant aux journaux les secrets des délibérations parlementaires, lui donne des occupations qui le distraient de son échec.

Sa position, assez mystérieusement, s'est améliorée pendant la guerre. Il a abandonné son modeste appartement du faubourg Saint-Martin, pour un hôtel particulier Villa Said au Bois de Boulogne. Il décourage ses premières pratiques syndicalistes, les démenteurs, les anarchisants. De nouveaux clients sans scrupule, aux moyens illimités, l'intéressent davantage; les profiteurs de guerre que menacent des impôts ruineux. Pour échapper au fisc il faut trafiquer l'influence, tourner la loi, truquer les comptes, tromper les juges. Laval est là.

C'est donc avec une fortune florissante, et l'appui dans ses affaires financières de complices dévoués qu'il aborde les élections législatives de 1925. Il a profité de la scission du parti socialiste dont la discipline le gênait, pour le quitter sans bruit et se présente sous l'étiquette "Du cartel des gauches et des intérêts de la banlieue".

Elu il se cherche un patron. Il se trouve naturellement attiré vers le vieux défaitiste Joseph Caillaux, dont il prépare l'amnistie et le retour au pouvoir. Caillaux, ministre des Finances, Laval reçoit en récompense le portefeuille des Travaux Publics.

Sa carrière se poursuit habilement conduite. La vice-présidence du Conseil lui donnera avec les grands quotidiens des contacts qu'il ne perdra plus. Le ministère de la Justice apportera à son cabinet d'avocat une consécration définitive qui en augmentera les profits.

Ses relations nouvelles et la nature de ses affaires lui font craindre les représailles du Suffrage Universel. Il se fait élire au Sénat se sentant plus en sûreté à l'abri du suffrage restreint.

La grande presse le glisse à Tardieu comme ministre du Travail. Il évite avec habileté les scandales Hanaux et Oustric ou il n'est compromis que par person-

ne interposée.

Son cabinet bien mené par la coterie de publicistes qui le soutient l'impose peu à peu à l'opinion de la haute bourgeoisie comme l'homme national qui la sauvera du désordre.

Premier Ministre, il achève par une manœuvre perfide Briand mourant et prenant le portefeuille des Affaires étrangères fait l'apprentissage d'une méthode nouvelle et traite les problèmes internationaux comme il eût fait le marchandage des bestiaux à la Foire de Clermont.

Son cabinet tombe. Laval retourne à ses affaires quand éclate le scandale de la publication de la lettre de Pierre Hamp à Gustave Homberg. Pierre Hamp, auteur connu et agent louche, y exposait à un client richissime les méthodes du Président Laval : "Enfin, disait-il, je me suis préoccupé de savoir comment M. Laval pouvait espérer que la sympathie qu'il vous témoignerait lui serait utile..." Bien qu'étouffé par les journaux l'affaire fit grand bruit.

Il fallut le 6 février 1939 et le Ministère Doumergue pour "dépanner" Laval, suivant sa propre expression et en faire à nouveau un ministre. Gravement compromis dans l'affaire Stavisky, il échappa de peu à la commission d'enquête et à Mandel.

La mort de Barthou lui donne l'occasion d'appliquer sur une grande échelle au Ministère des Affaires étrangères ses principes de maquignonnage. M. Torrès résume ainsi les résultats diplomatiques du ministère Laval de 1935 : "L'Angleterre exécutée, l'Italie dépitée, la Russie rejetée, l'Allemagne encouragée". En janvier 1936 le congrès radical lui retirait son appui déclarant "que les idées et les méthodes du Président du Conseil étaient en opposition avec la méthode républicaine", et le ministère tombait.

Rejeté hors de la politique active par les élections du Front Populaire, Laval complote. Il encourage tous les abandons. Il s'indigne des velléités si timides soient-elles de résistance, travaille pour l'Italie, travaille pour l'Allemagne, et se prépare à s'abattre sur la défaite de la France comme un oiseau de proie.

Se targuant de son physique vulgaire et du désordre de sa person-

ne pour prouver ses attaches populaires, Laval rassura les possédants par son amour de l'argent et son avarice scrupuleuse. Sa bonhomie, la facilité de son abord, son ignorance candide avouée, lui composaient au début de sa carrière un certain charme grossier. Mais avec la fortune et les honneurs un étrange appétit de puissance lui fit haïr ceux qui voulaient lui arracher la France avant qu'il ne fut trop tard pour elle. Son appétit au gain devint une âpreté de caractère, sa vanité un orgueil démesuré.

Crime à crime Me Henry Torrès reconstitue cette carrière de traître. Il a bien connu Laval. Son confrère au Palais de Justice au Parlement, il n'a pu échapper à ses confidences bonasses, à ses entretiens d'apparences intimes par lesquels Laval voulait se montrer bon garçon au cœur ouvert. Souvent en scène dans son livre M. Torrès s'y trouve accusateur et témoin. Son réquisitoire cependant s'appuie sur les preuves les plus abondantes et les plus solides. Toutes les pièces sont au dossier.

Dans un style puissant soutenu par sa profonde culture, et qui résonne encore des accents de sa voix célèbre, il retrace l'histoire de l'Auvergnat retors dont l'amoralité au service de sa malice paysanne ont fait la réussite.

Défenseur habile, entraîné à se pencher sur l'homme pour chercher dans sa misère l'excuse de son crime, habitué par profession à faire entendre pour les malheureux un appel au pardon, Henry Torrès n'a trouvé dans la vie de Laval qu'une volonté patiente et consciente de s'appuyer pour satisfaire ses ambitions, faute des qualités de l'esprit et du cœur, sur la bassesse et sur le reniement.

C'est donc pour la France qu'il réserve sa plaidoirie passionnée. La dissociant par la différence même de leur nature, de Laval et de ses gens, il en fait un tableau que seul un amour fervent de la Patrie pouvait inspirer à un talent comme le sien.

Pour Laval, le misérable remis à la justice du peuple aura pour épigraphe la phrase d'Eschyle placée en exergue du livre :

"Terrible est la colère du peuple qui murmure. Lourde dette qui se paie en malédictions publiques!"

PAW.

L'Actualité Artistique

On annonce pour la semaine prochaine, la tenue d'une exposition des gouaches de Paul-Emile Borduas, au foyer de l'Ermitage, au No 3510 Chemin de la Côte des Neiges.

Après le magnifique succès obtenu par Pellon aux Galeries Bignou, à New York, où la critique américaine semble unanime à lui trouver un talent original et un style vigoureux; les lecteurs du JOUR seront désireux de voir les productions récentes de son émule en peinture moderne, Borduas.

Il nous fait plaisir d'unir dans un même hommage, ces deux peintres les plus exacts de notre jeune génération.

Bien connu d'un petit groupe d'admirateurs fervents, Borduas affrontera pour la première fois avec une oeuvre abondante, le grand public. Il faudra se rendre à l'Ermitage à partir du 25 avril, pour constater l'évolution constante de ce peintre de talent.

Dans le prochain numéro du JOUR je donnerai une appréciation plus détaillée de l'oeuvre de cet artiste prometteur.

Charles DOYON

LEÇON

Le grand garçon était tout seul, un soir, dans sa garçonnière luxueuse. Il avait écrit quelque temps, et puis, l'inspiration s'étant envolée loin de lui, il avait posé son stylo, il avait ouvert sa fenêtre, pour baigner son front dans l'onde douce et vespérale d'avril. L'haleine suave du printemps déferlait jusqu'à lui; des bouffées capiteuses s'élevaient du sol en effervescence; or, la nuit voluptueuse était un voile dans les plus doux duquel le grand garçon enfouissait ses pleurs. C'est lâche, c'est puéril, c'est ridicule — il le savait, — un grand garçon de son âge, pleurer, à grandes eaux, comme une toute petite fille qui a rompu une jambe de sa poupée. Et pleurer...

C'était encore une histoire de femme. Un petit bout de femme, avec les plus belles lèvres du monde. Une femme. Car pourquoi pleurer, quand on a vingt ans, et toutes sortes de belles choses à portée de sa main, si ce n'est pour une femme! Pour sa mère qui meurt la vie de la terre... Pour sa malresse qui lance, à son amour, un adieu définitif... Pour une déesse, une amante ou un trottoir...

Et, les écluses de ses yeux ne réussissant plus à endiguer son grand chagrin. Il pleure spasmodiquement; jamais plus, il ne fera s'allumer l'étincelle de l'amour dans les prunelles de celle qu'il aime. Les endains de la tendresse ne sillonneront plus le cher visage de l'amante, jamais. Des souvenirs accablent le grand garçon :

"Un soir de l'automne précédent, la lune s'accrochait aux branches de l'orme... Le silence absolu régnait. On ne parlait pas de peur de déranger le silence... Ah! On avait souhaité que cette pause éternelle s'éternisât..."

Des anticipations s'élevaient sur son amertume :

"On aurait été si heureux si elle avait voulu... On aurait logé notre bonheur dans un nid quiet et tiède, aux frontières de la cité, aux limites urbaines... Le premier-né, on l'aurait baptisé Roméo, si c'était été un garçon, ou Juliette, évidemment, pour une fille..."

Et, l'assomé, la réalité brutale... Maintenant, tout est fini. Il n'y aura plus jamais d'étreintes émo-

Donat COSTE

ÉLECTEURS ET ÉLECTRICES DU CANADA faites-vous un devoir de...



VOTER
LE
27
AVRIL

Polls ouverts de
8h. du matin à 8h. du soir
(heure avancée)

Publié sous l'autorité du Secrétariat d'État, Ottawa

AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE

Avis est par les présentes donné que FREDERICK CHARLES SHANKLAND, de la Cité et District de Montréal, dans la province de Québec, opérateur de raffinerie, s'adresse au Parlement du Canada, à la présente ou prochaine session, afin d'obtenir un Bill de Divorce d'avec son épouse, MAUDE JOSEPHINE CECILIA JONES, de la Cité de Westmont, dans le District de Montréal, dans la province de Québec, pour cause d'adultère et d'abandon.

Daté à Montréal, dans la province de Québec, ce 21ème jour de mars 1942.

275 Ouest, rue St-Jacques, LYON W. JACOBS, C.R., Procureur du Requéant.



ARBRES FRUITIERS
Assortiment complet de pommiers, poiriers, pruniers, cerisiers, pêchers, nains et standards, greffés, fruitiers et à bois, en tous styles.

955 BLVD ST LAURENT MONTRÉAL

W. H. PERRON & CIE
GRAVILLIERS & DÉCORATEURS

Un grand artiste canadien RAOUL JOBIN

Quand Raoul Jobin interprétera mardi soir prochain, au St-Denis, le rôle de Roméo dans l'opéra de Gounod, "Roméo et Juliette", il reprendra l'un des rôles dans lesquels il a connu ses plus beaux succès, tant en Europe qu'en Amérique.

Tout permet de prévoir pour d'avril un triomphe complet. Ma-

Au cours de sa deuxième saison au Metropolitan (1940-1941), il a prouvé son universalité d'esprit dans six rôles qui présentaient de frappants contrastes: l'officier britannique Gerald, dans "Lakmé", de Léo Delibes; le paysan Tomio, aux côtés de Lily Pons, dans la "Fille du Régiment", de Donizetti; l'élégant chevalier des Grioux, dans "Manon" de Massenet; le Chantre, dans le "Cavalier à la Rose", de Richard Strauss; Don José, dans "Carmen", de Bizet; et enfin, Pelléas dans le chef-d'œuvre de Debussy, "Pelléas et Mélisande".

Après cet engagement au Metropolitan, Jobin s'est en allé en Amérique du Sud. Là, il a chanté pour la première fois au Teatro Colon, à Buenos-Aires. Après dix représentations couronnées du plus vif succès, il passa au Teatro Municipal de Rio-de-Janeiro, où il confirma la magnifique impression créée en Argentine.

Aujourd'hui, Raoul Jobin est considéré par beaucoup comme le premier ténor du Metropolitan, où chacune de ses interprétations lui vaut un triomphe. A l'Opéra de San Francisco, il a connu des succès qui n'étaient pas moins flatteurs. Enfin, beaucoup de Français aujourd'hui en exil vous parleront avec émotion de notre ténor canadien-français, qui a connu à Paris ses premiers grands succès.

Voilà l'artiste qui sera en vedette à la dernière soirée des Festivals de Montréal. C'est un grand ténor, l'un des plus grands ténors qui soient, et c'est aussi un Canadien français qui nous fait honneur. Ne laissons donc pas passer cette occasion unique de l'applaudir dans les meilleures conditions possibles: tenant le premier rôle d'un spectacle enchanteur, monté avec autant de soin que les représentations de gala du Metropolitan. — A.R.

REGARDS

André GIROUX: Lettre à un jeune Français
Roger BRIEN: ... Triptyque
Willie CHEVALIER: La proie pour l'ombre
Réal BENOÎT: ... Allégorie
Simone ROUITIER: Le Cantique des Cantiques
CHRONIQUES:
Judith JASMIN: ... Théâtre
Marjorie PLAMONDON: Beaux-Arts
Gertrude ROY: ... Sciences
Roger LEMELIN: ... Livres
Jean-Pierre DESPRES: ... Livres
Jean-Marie BÉDARD: ... Livres
Abbé Arthur MAHEUX: Tribune Libre
Raymond DAOUST: Tribune Libre

LE JOUR est édité par la compagnie du Jour Limitée, 180 est, rue Sainte-Catherine, (suite 44), Montréal, tél. PLATEAU 7471, Jean-Charles Harvey, directeur. Imprimé par la Cie de Publication "La

ST-DENIS

SAVEDI
PIERRE BLANCHARD
VERA KORNE
LES BATILERS
DE LA VOLGA
GABY MORLAY
Jeanne

LES FESTIVALS DE MONTREAL

présentent
SIR THOMAS BEECHAM
THEATRE HIS MAJESTY'S, 26 AVRIL, 8 H. 30 P.M.
CONCERT SYMPHONIQUE
Betty Hamby, pianiste — Ludmilla Pitoeff, narratrice
THEATRE SAINT-DENIS, 28 AVRIL, 8 H. 30 P.M.
ROMEO ET JULIETTE
Opéra en cinq actes et sept tableaux
Célèbres artistes du Metropolitan Opera House
Stella Andrews — RAOUL JOBIN — Norman Gordon
Aucun billet ne sera en vente à aucun moment aux théâtres.
Pour réservations s'adresser: Bureau 14, Hôtel Windsor.
Téléphone: BELAIR 3835.

de Kuyper salue TROIS-RIVIÈRES



Fondé en 1634 par le Sieur Lavolette que Champlain envoya construire un fort et établir une colonie à cet endroit. Trois-Rivières est l'une des plus anciennes municipalités de la province. D'après les "Relations des Jésuites" (1635), le nom de Trois-Rivières provient du fait qu'une magnifique rivière sort de la forêt et se jette dans le vaste Saint-Laurent, en trois branches que produisent les nombreuses petites îles qu'elle rencontre à son embouchure. Les Indiens l'appelaient "Métabérontine", ce qui signifie "nappe d'eau exposée à tous les vents".

C'est au dix-septième siècle — 1695 — que l'on produisit pour la première fois le Gin de Kuyper, à Rotterdam, Hollande. Il y a plus de 100 ans que le de Kuyper est le génie favori dans la province de Québec.

10 onces, \$1.05
26 onces, \$2.40
40 onces, \$3.45

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande.

GIN de KUYPER
CÉLÈBRE POUR SA VRAIE SAVEUR DE HOLLANDE

(Communiqué.)

À L'AFFICHE

MONTREAL

CAPITOL: "Song of the Islands" — "Kid Glove Killer", 2e semaine.
IMPERIAL: "Hellzapoppin" — "Dangerously They Live".
LOEWS: "King's Row", 2e semaine.
PALACE: "Ride 'Em Cowboy".
PRINCESS: "What's Cookin'" — "North of the Klondike".
SAINT-DENIS: "Les Bateliers de la Volga" — "Jeanne".
ELECTRA: sam. à mar.: "King of the Zombies" — "Come on George" — "Red River Valley".
mer. à ven.: "Cas de Conscience" — "Tol que s'adore".

QUEBEC

CANADIEN: "Hôtel du Nord" — "Abus de Confiance".
CINEMA DE PARIS: "La Mort du Cygne" — "Antonla, Romance Hongroise".

SHERBROOKE

CINEMA DE PARIS: "Les Trois Lancers du Bengale" — "Feu de Paille".

TROIS-RIVIERES

CINEMA DE PARIS: "Au Service du Tzar" — "La Chanson d'une Nuit".

THEATRES et CONCERTS

HIS MAJESTY'S: Les Festivals de Montréal, le 26 avril.
SAINT-DENIS: Les Festivals de Montréal, le 28 avril.
ARCADE: Les Comédiens de l'Arcade présentent: "L'AUTRE FILS", semaine du 2 mai.

Sur un poème de Roger Brien

"VILLE-MARIE" (1)

A notre époque de petits poètes et de petits poèmes, alors que l'on fait les vers comme à regret, rarement et peu à la fois, moi ami Roger Brien me déconcerte presque par son souffle extraordinaire, la profusion de ses images, les vastes déploiements de son verbe et, surtout, les dimensions architecturales de ses poèmes.

Car c'est bien en effet une architecture sonore que "Ville-Marie", ce grand poème que Brien a consacré au tricentenaire de Montréal... une architecture aux lignes dynamiques, qui semble lancer à l'assaut des cieux ses masses stylisées.

Roger Brien m'apparaît ici comme le vrai poète de cette terre jeune et généreuse, où la vieille langue française doit "maintenir" et où on lui pardonne volontiers d'éclater comme une fanfare, de piaffer avec une noble impatience, pour ensuite se livrer à de fougueux élans. S'il est au monde un coin de terre française où l'on ne doit montrer nulle pudeur à étaler toutes les richesses de la langue, à lancer les mots les plus sonores et les plus colorés à la conquête d'une ferveur par trop somnolente et d'un enthousiasme qui se dérobe, ce coin de terre française, c'est bien notre beau pays de Québec.

En France, on pouvait, on devait se faire une loi de la plus extrême sobriété; nation littéraire trop riche, la France eût eu mauvais goût à faire montre de cette richesse même. Mais nous, qui avons si peu, et à qui il reste tant à faire... mais nous, toutes les audaces nous sont permises, et il nous faut faire briller de tous ses feux une langue qui risque ici de s'étioler, de s'appauvrir, de s'éteindre.

Malheureusement, peu d'écrivains canadiens ont profité de cette permission qu'ils avaient de déployer sans vergogne les trésors de la langue la plus belle du monde. Notre production littéraire est demeurée, en général, désespérément terne, comme perdue dans la grisaille de trois cents hivers accumulés.

Roger Brien vient, qui agite les mots comme des flammes, pour ensuite déclencher son vers comme en un crépitement d'étincelles. Tous les mots, tous, il en joue en virtuose; les plus grands, les plus sonores, les plus éclatants, ce sont ceux-là qu'il préfère.

A l'évocation de ce jeune magicien du verbe, les images naissent, frappées en mots étincelants. Un monde d'images où éclatent les notes de couleur les plus vives, où retentissent les sonorités les plus fortes.

Roger Brien aime l'emphase, et cela ne va pas parfois sans grandiloquence. Hugo, que l'on considérera sans doute toujours comme le maître en ce genre, n'y échappe pas. Mais ce débordement d'images, ce flot de mots, cette richesse qui s'étale, tout cela, par l'art du poète, devient force.

Le Brien que nous venons de présenter, c'est le Brien romantique. Au romantisme, il emprunte son emphase, ses gloires bigarrées et ses sonneries de fanfare. Si l'on considère dans son ensemble le poème "Ville-Marie", c'est le côté romantique de Brien qui nous apparaît.

Mais si l'on détaille le vers, nous sentons que le poète a profité de l'expérience des écoles poétiques qui sont venues et qui ont passées, depuis les jours d'or du romantisme. Aux nobles alexandrins, Roger Brien mêle des vers brefs dont l'alternance assure aux strophes la variété et communique au rythme un élément de surprise. Et toutes les images, non plus, ne sont pas romantiques. On sent que le symbolisme est passé par là, et depuis, le surréalisme.

Considérons par exemple ces vers:

Géniales agapes!
Le vin fou débordait sur un fleuve de grappes.
Des planètes valaient sur les vagues du soir.
Des parfums s'exhalaient de milliers d'encensoirs.
L'humanité flambait de mystères nouveaux.
L'apre mythologie errait dans ses caveaux.
Rabougrie, et les chairs cancéreuses.
Depuis le Christ vainqueur, peureuse,
La vieille ravalait, un à un, tous ses dieux.
La nuit tourbillonnait, et ses pas radieux
Culaient en gammes claires.
Les humains s'abreuyaient à l'Etoile polaire.

Combien d'images en douze vers! Et des images fortes, et des images imprévues, et des images neuves... Brien créateur d'images... Oui.
Mais aussi Brien virtuose des grandes rhapsodies Mais aussi Brien virtuose des grandes rhapsodies aux claironnements harmoniques.
Brien romantique... Oui.
Mais Apollinaire n'aurait pas répudié ce vers:
Les humains s'abreuyaient à l'Etoile polaire...
E.-Ch. H.

(1) "Ville-Marie", poème de Roger Brien, édité en 1942 aux Editions Fides. Très belle présentation, tenue typographique soignée.

Saint-Denis

"Les Bateliers de la Volga"

Le film "Les Bateliers de la Volga" qui prendra l'affiche samedi au cinéma Saint-Denis est une comédie dramatique de remarquable tenue et qui nous permettra de voir Pierre Blanchard et Vera Korne dans des rôles tout à fait indiqués pour le talent splendide de ces deux interprètes.

Notons, en outre, que la distribution comprend Charles Vanel, Inkinoff, Almos, Labry, Georges Prieur et autres. Le cinéphile peut donc, sans crainte d'être déçu, faire confiance à ces artistes.

Naturellement, le titre le dit assez bien, il s'agit d'une histoire russe mais c'est avant tout une histoire d'amour. En effet Lydia Goreff voyageant sur la Volga a eu, incognito, une aventure avec le lieutenant Borzine. Plus tard Borzine se rend compte que la belle dame qu'il a connue est l'épouse de son nouveau colonel. Ce dernier a épié sa femme et pour se venger de Borzine lui vole un document militaire capital. Borzine est dégradé, condamné aux travaux forcés mais il s'évade et s'enrôle parmi les bateliers de la Volga.

Le cinéphile pourra aussi admirer de beaux paysages russes et pénétrer un peu plus les mœurs et coutumes des bateliers de la Volga dont on parle toujours sans trop les bien connaître. Voilà donc un film extrêmement captivant et qui mérite le succès qui l'attend, sans aucun doute.

Le second film à l'affiche sera "Jeanne" tiré d'une nouvelle d'Henri Duvernois. La grande artiste Gaby Morlay et André Luguet sont les protagonistes de cette belle et dramatique étude de l'âme d'une femme.

(Communiqué.)

Princess

"What's Cookin'"

Gloria Jean a atteint la célébrité par son film "The Under Pup". Cette jeune artiste tient le premier rôle dans "What's Cookin'" qui prendra l'affiche des vendredis au cinéma Princess.

La distribution groupe également les sœurs Andrews, Jane Frazee, Robert Page, Leo Carillo et l'orchestre de Woody Herman.

Gloria Jean a fait ses débuts au vaudeville à l'âge de trois ans. Les plus récents films de cette jeune chanteuse sont "I Had My Way", "A Little Bit of Heaven", "Never Give a Sucker an Even Break".

Dans "What's Cookin'", elle manifeste ses talents de chanteuse et de comédienne. Ce film a été acclamé comme le meilleur de Jean.

Le second film à l'affiche sera "North of the Klondike" avec Brod Crawford, Andy Devine et Evelyn Ankers. La distribution groupe également Lon Chaney et plusieurs acteurs avantageusement connus.

(Communiqué.)

Palace

"Ride 'Em Cowboy"

La direction du Palace mettra à l'affiche vendredi une nouvelle comédie des comiques Bud Abbott et Lou Costello, "Ride 'Em Cowboy". On retrouve cette fois nos deux lascars sur un ranch de l'Arizona, au milieu des poulains domptés, et il faut les voir à l'œuvre parmi des ranchmen d'expérience. Va sans dire que de très jolies filles viennent compliquer leur vie à la campagne, en même temps que Anne Gwynne, Johnny Mack Brown et Dick Foran.

Les chansons et les danses abondent dans le film, dont la distribution complète groupe: Bud Abbott, Lou Costello, Dick Foran, Anne Gwynne, Johnny Mack Brown, Judd McMichael, Ted McMichael, Joe McMichael, Mary-Lou Cook, Ella Fitzgerald, Daniel-S. Hinde, Douglas Dumbrille et Morris Ankrum.

(Comm.)

Capitol

"Song of the Islands" en 2e semaine

Betty Grable a longuement étudié la danse. Aussi est-ce avec beaucoup d'aisance qu'elle interprète les danses que les scénarios de ses films exigent d'elle. Elle tient le premier rôle dans le film "Song of the Islands", qui reste en 2e semaine à l'affiche du cinéma Capitol.

Dans ce film en couleurs, Betty Grable interprète des danses indigènes des îles du sud du Pacifique. La distribution de "Song of the Islands" groupe, aux côtés de Betty Grable, Victor Mature, Jack Oakie, Thomas Mitchell, George Barbier, Billy Gilbert, Hila Hattie et l'orchestre de Harry Owens.

Le second film à l'affiche est "Kid Glove Killer", avec Van Heflin, Marsha Hunt et Lee Bowman dans les premiers rôles.

(Comm.)

Loew's

"King's Row" en 2e semaine

Plusieurs artistes de premier plan ont participé à la préparation du film "King's Row", qui passe en 2e semaine au cinéma Loew's.

Mentionnons tout d'abord le metteur en scène Sam Wood, qui est l'auteur de films comme "Goodbye Mr. Chips" et "Kitty Foyle". Le scénariste est Casey Robinson qui a également écrit les scénarios de "Dark Victory" et de "All This and Heaven Too".

Par ailleurs la distribution est exceptionnelle. On y retrouve les noms de Ann Sheridan, Ronald Reagan, Robert Cummings, Betty Field, Charles Coburn, Judith Anderson, Claude Rains, Nancy Coleman, Kaaren Verne, Maria Ouspenskaya, Harry Davenport, Ernest

BEAU GESTE DE SIR THOMAS BEECHAM

Nous devons une immense gratitude à Sir Thomas Beecham pour la générosité avec laquelle il a accepté d'aider la Clinique B.C.G. de Montréal dans son effort pour protéger l'enfance contre la tuberculose.

Spontanément il a proposé l'organisation d'une "Causerie musicale" au bénéfice de cette oeuvre admirable. Les membres du Comité de la Clinique du B.C.G., sont d'autant plus sensibles à cette offre que dans le moment même, il leur faut faire

face aux dépenses supplémentaires d'un aggrandissement qui leur permettra d'élargir encore leur champ d'action.

Sir Thomas Beecham apparaîtra donc pour la première fois en tant que conférencier au public montréalais le vendredi 24 avril, à l'Hôtel Windsor, à 9 heures du soir. Le sujet qu'il a choisi est "L'Opéra français et son influence sur la musique européenne".

Les billets d'entrée sont vendus au prix unique de \$1.00.

AU GALA DU PRINTEMPS

L'Orchestre des Concerts Symphoniques sous la direction de l'éminent chef d'orchestre Désiré Defauw et avec le concours du célèbre pianiste Rudolf Serkin interprétera le 13 mai prochain le second Concerto pour piano de Brahms.

Les Concertos de Brahms, deux pour piano, un pour violon et le double concerto pour violon et violoncelle, comptent parmi les plus belles oeuvres du Maître si bien que l'un musicien de grande réputation disait un jour que Brahms avait écrit non pas quatre mais huit Symphonies. Il entendait par là que ses Concertos étaient d'une telle valeur qu'ils pouvaient être considérés à l'égal de la plus haute forme d'expression musicale: la Symphonie. D'ailleurs Brahms n'a pas voulu que ses Concertos soient des solos avec accompagnement d'orchestre, mais un ensemble formant une structure unique et le résultat a été d'une harmonie et d'une musicalité rarement égales.

Le second Concerto a été commencé en 1878 après le premier des voyages de Brahms en Italie et joué pour la première fois par l'auteur à Budapest en 1881. Schaffner, un de ses biographes qui préfère ce concerto entre tous, nous dit qu'il semble participer de "la douceur ensoleillée qui s'étend sur cette merveilleuse période créatrice du Maître où il écrivit aussi le Concerto pour violon et la Symphonie en ré majeur. "Il y a de la douceur, mais aussi une exubérance et une joie qu'on peut sans doute attribuer à l'influence que ce pays lumineux a toujours exercé sur les gens du Nord. Aussi cette oeuvre vient-elle prendre place pour ainsi dire tout naturellement au Gala du Printemps pour terminer avec quel éclat et quelle beauté, la soirée dédiée au "Concerto".

Concerto Brandebourgeois No 3, en Sol.

Les six Concertos brandebourgeois complétés par Jean-Sebastian Bach le 24 mars 1721, furent écrits à la demande du Margrave de Brandebourg, Christian-Ludwig, fils du Grand Electeur.

La lettre de dédicace, écrite en français, dont Bach fit accompagner son envoi au prince, est empreinte d'une humilité et d'une modestie qui font aujourd'hui sourire. En effet, si l'Histoire se souvient encore du nom de ce prince, c'est justement parce que Bach lui a dédié ses oeuvres géniales connues sous le nom de Concertos brandebourgeois.

Le troisième de ces concertos sera joué au deuxième concert du GALA DU PRINTEMPS, donné par

Le Vrai Chez-Soi

HÔTEL ST. RÉGIS
392, RUE SHERBOURNE
R.A. 4135
en face de l'église du Sacré-Coeur, la seule église catholique de langue française à Toronto.

Un excellent apéritif parce qu'il est SEC
Un merveilleux rafraîchissement parce qu'il est LÉGER



GAGNANT DU CONCOURS DE LA SEMAINE DU 18 AVRIL:
M. Paul Miquelon, avocat, 37 de la Couronne, Qué., P.Q.